

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 6 JUIN 1979 - N° 930

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

● **Chômage :** «c'est au gouvernement, au patronat, aux mairies, qu'elles soient de droite ou de gauche, de payer !»

Angers : Sur 30 personnes en âge de travailler, un chômeur. Sur 7 jeunes de moins de 25 ans, un chômeur. Sur cinq jeunes femmes de moins de 25 ans, une chômeuse... Angers, une ville comme les autres : 7 000 chômeurs. On est loin de la douceur angevine. Entre 1974 et 1975, les coupures de courant réalisées par l'EDF sont passées de 3 500 à 5 600. Et depuis, leur nombre n'a fait qu'augmenter. De vieux travailleurs vivent sans gaz, sans électricité, depuis plusieurs mois. D'autres devraient donner aux HLM la totalité de leurs indemnités pour payer leur loyer. A Angers, comme dans bien d'autres villes, des familles entières sont placées devant le choix suivant : manger décentement, et ne pas payer les factures EDF, ou les payer, mais alors comment manger décentement...

Et aujourd'hui, on nous annonce que le bout du tunnel n'est pas encore pour demain. Très froidement, on programme plus de 2 millions de chômeurs pour les années qui viennent. Sous prétexte de plus d'égalité, on supprime les 90 %, on lance de grandes campagnes contre le travail au noir. Pour faire patienter une partie des centaines de milliers de jeunes qui se retrouvent sur le pavé au sortir de l'école, on lance une troisième mouture de stages Barre : sous-travailleurs, sans droits, payés moins que le SMIC, ils viennent grossir pour quelques mois le paquet d'intérimaires, de hors statuts, de contrats temporaires. Et ils voudraient qu'on accepte tout ça ? Dans quelques semaines, les vacances. Quelles vacances vont-ils avoir, les gosses de chômeurs ? Pour ceux qui vont engloutir des millions dans les casinos des bords de mer, la Courneuve c'est sans doute déjà la campagne. Et pour tous ces maires qui ont choisi les dépenses de standing, comme celui d'Angers pour sa luxueuse maison de jeunes, il n'y aura sans doute plus beaucoup d'argent pour les aider. Pensez donc, quand on refuse une aide à un chômeur, parce qu'il a déjà été secouru il y a 12 ans...

Non, il n'est pas question d'accepter cette misère, ces mutilations du chômage. Bien sûr, se battre contre le chômage, ce n'est pas comme lorsqu'on travaille, quand on peut faire grève. Il y a l'isolement, il y a les difficultés à choisir les cibles, à regrouper les gens de façon durable. C'est pourquoi les victoires remportées sont importantes, par l'impact qu'elles peuvent avoir. Obtenir la gratuité des transports, comme l'ont fait les chômeurs d'Angers et d'autres villes, empêcher des expulsions, faire rétablir le gaz et l'électricité à des chômeurs, c'est possible. Bien sûr, ça ne se fait pas tout seul. A Angers, c'est à la suite d'une intervention massive à la direction EDF que des coupures ont été annulées, des frais supprimés, des délais assez longs donnés. La réaction de l'EDF, à cette occasion, a été significative : il paraît, d'après elle, qu'on peut s'arranger individuellement... Ce qu'ils craignent, c'est bien que les chômeurs, en liaison avec les travailleurs actifs, imposent des reculs, imposent que le gouvernement, les patrons, les mairies payent !

Monique CHERAN

Notre dossier :

Pays de Loire :
Expériences de lutte
contre le chômage

Lire en pages 6 et 7

Pour 350 F tout de suite, les 35 heures et un emploi pour tous LA COMBATIVITE DES SAVIEM

Caen : l'usine est bloquée depuis le 29 mai



Il faut remonter à 1974 pour retrouver une telle combativité. A cette date (notre photo), les gars de Saviem à Caen avaient été les premiers à se battre pour un salaire minimum de 1 650 F.

Lire en page 3

ELECTIONS EN ITALIE

D'après les premiers résultats :

- Recul du PCI
- Tassement de la DC
- Progression des partis du centre, du parti radical... et des abstentions

Lire en page 9

Solmer (Fos-sur-Mer) :
la lutte n'est pas terminée !

Lire en page 12

Rassemblement de jeunes à Longwy :
un débat fructueux et des perspectives concrètes

Lire en page 12

ELECTIONS EUROPEENNES

Les forces politiques en Europe (2)

Si l'on s'en réfère à la doctrine, aux filiations et à un certain nombre de textes programmatiques, il existe dans l'Europe des Neuf trois grandes familles politiques dans lesquelles on peut ranger les partis bourgeois : les révisionnistes, les sociaux-démocra-

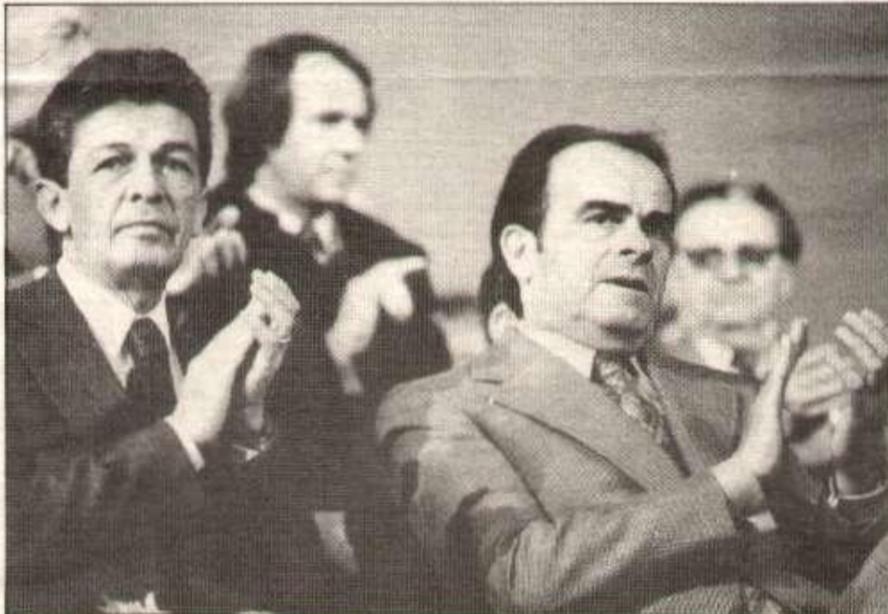
tes, et les partis plus ouvertement de droite, qu'ils se dénomment «libéraux», «démocrates-chrétiens», ou «conservateurs». Ces grandes délimitations ne suffisent évidemment pas à caractériser les partis de l'Europe des Neuf : chacun détermine sa politi-

que et ses grandes options programmatiques en fonction des situations nationales spécifiques. C'est vrai pour la «droite», mais ça l'est autant pour la social-démocratie, ou les révisionnistes, dont nous traitons ci-après.

«L'Euro-communisme» existe-t-il ?

Il existe des points communs entre les partis révisionnistes de l'Europe communautaire. Le premier de ces points communs tient à leur origine : tous se sont créés au lendemain de la Première guerre mondiale, dans le sillage de la 3^e internationale. Tous ont été porteurs, peu ou prou, des aspirations révolutionnaires de leurs peuples. Tous ont tourné le dos au socialisme, et de partis communistes qu'ils étaient, se sont transformés en partis révisionnistes. Seule l'his-

toire du parti allemand diffère en l'occurrence : réapparu avec les autres partis dans l'Allemagne de l'Ouest de l'après-nazisme, le PC allemand a connu une longue période d'interdiction, avant de réapparaître dans les années 70 sous le sigle DKP. Le deuxième point commun qui vaut d'être signalé, c'est que tous — quels que soient les bémols, que nous verrons par la suite — tous se situent dans l'orbite de l'URSS social-impérialiste.



Berlinguer-Marchais : côte à côte mais pour exposer des politiques divergentes

— une pincée de critiques vis-à-vis de l'URSS, une attitude «ouverte vis-à-vis des sociaux-démocrates, le tout dans la perspective d'un même projet politique — n'étaient pas les mêmes pour tous, et pas dans les mêmes proportions.

Le temps est aujourd'hui passé des grandes déclarations communes. Un exemple : en 1976, les partis révisionnistes d'Europe n'ont pas fait moins de 6 rencontres communes, sur des thèmes allant des «filiales européennes de l'automobile US» à «la politique agricole de la CEE», plus deux appels communs, un contre «la chasse aux sorcières dans la CEE», l'autre en solidarité avec le Liban.

Et en 1979, au moment même où des élections communes ont lieu dans les neuf pays de la CEE ? Rien, si ce n'est le petit chassé-croisé de Berlinguer et Marchais, entre Marseille et Turin.

Des forces disparates

Le projet politique véhiculé par ces partis fonde à la fois leur unité et leur hétérogénéité. Unité, parce que tout concorde à faire penser que PCF et PCI agissent pour un même projet de société : celui du capitalisme d'Etat. Hétérogénéité, parce qu'il serait bien aventureux de taxer les autres partis d'un projet politique, dans la mesure où la question du pouvoir est loin de se poser pour eux. Situons les forces dont on parle : le PCI est incontestablement le parti révisionniste le plus puissant de la CEE, puisqu'il se targue de plus de 1 500 000 adhérents, et qu'il obtient aux alentours de 30 % des voix. Ensuite vient le PCF, 700 000 adhérents prétendus, et 20 % aux dernières législa-

tives. Puis l'écart se creuse, considérablement : PC luxembourgeois : environ 10 % des voix, PC danois : 4 % (en ajoutant le «parti socialiste populaire» qui à Strasbourg siège avec le PC : 9 %). PC belge : 3 % ; PC des Pays-Bas : 1,7 % ; PC allemand : 0,3 %, et PC anglais : 0,1 %. Autant dire qu'à l'exception du PCF et du PCI, les autres partis révisionnistes ne pèsent pour ainsi dire pas dans le concert des forces bourgeoises. Leur implantation syndicale, qui n'est pas négligeable en Belgique et en Grande-Bretagne, n'y change rien.

Avant de parler de «l'euro-communisme» — que l'évocation du PCF et du PCI appelle inmanquablement — il faut dire quel-

ques mots de la coopération des partis révisionnistes au niveau européen. Celle-ci est réelle, mais elle ne s'est jamais faite à l'échelle de la CEE. C'est au niveau de l'Europe occidentale toute entière que les partis coopèrent, comme ce fut le cas en janvier 1974, avec la conférence de Bruxelles. On peut voir au moins trois raisons à ce refus du cadre de la CEE : la première, c'est qu'à l'exception du PCI, aucun des partis révisionnistes n'a vraiment accepté l'Europe telle qu'elle se construit. La deuxième, c'est qu'une coopération à

l'échelle de l'Europe toute entière (20 partis) permet d'inclure des partis dont l'ancrage est plus important : certains partis scandinaves, et surtout les PC espagnol et portugais. La troisième raison, peut-être la plus importante, c'est qu'une coopération à l'échelle occidentale intéresse énormément le social-impérialisme soviétique, notamment lorsqu'il s'agit de parler d'un «dialogue» entre Europe occidentale et Europe de l'Est.

La conférence de Bruxelles, en janvier 1974, devait aussi servir de base à «l'euro-communisme»,

en tout cas dans l'esprit de Berlinguer, Carillo ou Marchais. Force est de constater que la mayonnaise n'a pas pris. Les ingrédients

Mort de l'euro-communisme ?

Est-ce à dire que «l'euro-communisme» est mort ? Certes non ; simplement, il vivote. Et il fait la preuve de sa vraie nature. Porté au pinacle par le PCF aux bonnes heures de l'union de la gauche, quand le pouvoir paraît proche, il disparaît au milieu de l'année 1977, quand l'union de la gauche se rompt, pour

réapparaître au 23^e congrès, comme preuve de «l'ouverture» du PCF.

«L'euro-communisme», c'est pour les partis révisionnistes la tenue du dimanche qu'on met pour se présenter devant ses invités, ou quand l'heure paraît venue de faire un tour dans les allées du pouvoir.

«L'évolution des techniques» dans la presse : nouvelle lutte à «Aigles»

De nouveau, une partie du personnel du groupe de presse Aigles est en lutte, celui du *Journal quotidien Rhône-Alpes*. La direction avait tenté d'introduire à la rédaction une console de visualisation, sans en informer personne, sans en discuter, a fortiori. Dans un communiqué, sections syndicales d'Aigles unanimes, indiquent qu'«elles s'y sont opposées jusqu'à présent et sont prêtes à aller jusqu'à la grève s'il le faut».

Cette tentative, de la part de la direction d'Aigles, fait partie de toute une série d'atteintes à l'emploi et aux conditions de travail du personnel de la presse, à la faveur de l'introduction du matériel moderne. Aujourd'hui, devant l'ampleur du problème (qui n'a pas été réglé par l'accord-cadre signé pour la presse parisienne à l'issue du conflit du *Parisien Libéré*), les organisations syndicales (FFTL-CGT, Livre CFDT, journalistes du SNJ, CGT et CFDT) demandent l'ouverture de négociations avec le patronat de la presse. Toujours est-il qu'au *Figaro* et à *France-Soir*, les «départs volontaires» se poursuivent, s'accompagnant à chaque place de clavistes et là, ce sont les qualifications et les salaires qui sont en cause. Globalement, les réactions des directions syndicales ne sont guère à la hauteur de l'attaque du patronat de la presse. Le dernier accord passé avec Hersant, sur l'imprimerie de la Plaine-Saint-Denis qu'il faudra d'ailleurs voir à exécution, confirme la volonté des patrons de presse de réduire au maximum l'emploi.

Rectificatif

Une erreur s'est glissée dans notre édition d'hier, dans l'article sur le procès en appel des otages du 23 mars. Dans l'énoncé des peines prononcées en appel, il fallait lire : «Moser : 15 mois dont 9 avec sursis (deux mois ferme en moins). Bourdon : un an ferme (6 mois de moins). Marin : 10 mois dont 6 avec sursis (peine confirmée)».

De même, dans le paragraphe indiquant le refus de la Cour d'entendre les policiers, il fallait lire évidemment : «L'avocat général n'a plus aucun doute». Nous prions nos lecteurs, ainsi que les avocats des accusés, de nous excuser de cette coquille qui introduit une confusion des plus fâcheuses.

Achetez chaque jour
Le Quotidien du Peuple
dans le même kiosque

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Divergences... sur l'Europe

Pour chacun des neuf PC de la communauté européenne cette heure-là n'est venue. De fait, l'élection du 10 juin aura surtout mis en avant les divergences. Trois partis, anglais, irlandais et danois, demandent le retrait de leur pays de la CEE. Le PC belge, qui vient de tenir son ... 23^e congrès, est déchiré entre deux tendances, l'une se réclamant de l'exemple français, voire espagnol, l'autre beaucoup plus proche de l'URSS.

Enfin, PCF et PCI font étalage de leurs divergences, sur la CEE et ses institutions justement. Aucun politicien français, pas même Lecanuet, n'a tenu pendant la campagne des propos aussi ouvertement favorables à l'extension des pouvoirs du parlement européen que ne l'a fait Berlinguer. Le PCF déclare que la CEE a été essentiellement négative, le PCI dit exactement le contraire. Le PCF prétend que les institutions euro-

péennes sont sous la houlette germano-américaine, le PCI pense qu'il est possible de les «démocratiser» etc...

Ces divergences, profondes, sont aujourd'hui globalement passées sous silence. Campagnes électorales obligent. Mais après ? Il y a quelques mois, un dénommé Wurtz, membre du PCF, avait déclaré à Strasbourg que PCF et PCI ne siègeraient peut-être pas ensemble au futur parlement européen. Sa déclaration fut — mollement — démentie. Wurtz sait pourtant ce qu'il dit : il vient d'être élu au CC, et qui plus est, il fait partie des collaborateurs directs de Marchais. Alors, PCF et PCI séparés à l'assemblée européenne ? Ce serait l'illustration flagrante des divergences entre les deux partis. Ce serait aussi une preuve supplémentaire du faible poids que pèsent les révisionnistes à l'échelle de la CEE.

N.D.

Après un mois de débrayages, de grèves par secteur, la Saviem-Caen bloquée depuis le 24 mai «Il faut remonter à 1974 pour retrouver une telle combativité».

C'est maintenant chose faite depuis un peu plus d'une semaine l'usine RVI-Saviem de Blainville est bloquée. Plus un seul ouvrier à l'intérieur depuis ce mardi 29 mai au matin où les piquets de grève ont été mis en place devant chaque entrée principale. 5 à 6 camions rangés côte à côte derrière chaque porte, grilles bouclées avec du fil de fer. De chaque côté de l'entrée des «fournisseurs» par où passe la majeure partie de l'encadrement et de la maîtrise, deux slogans dessinés à la peinture : «Pas de pognon, pas de camion !» et «Place Rouge». A l'une des entrées du parking de l'usine, une banderole juchée sur la grille d'accès : «Un emploi pour tous», «350 francs tout de suite», «Les 35 heures !». Il faut remonter 5 ans en arrière, au moins en mars 1974, pour retrouver un semblable niveau de combativité dans cette usine de 6 500 travailleurs qui n'a pourtant pas la réputation, aux yeux de la bourgeoisie, d'être une usine tranquille.

Cette fois, le mouvement est irrésistiblement parti d'une grève de secteur. A Giberville, où Saviem a installé il y a quelques années une annexe de sa division de pièces de rechange, la grève a été totale pendant 4 semaines. Le dépôt a été bloqué, les piquets ont été actifs et résolus. Si le mouvement n'a pas été immédiatement relayé par Blainville, il n'empêche qu'il a permis que se rassemble et que se concentre la volonté de lutte dans l'usine de Blainville. Des premiers débrayages de solidarité, on est vite passé à des actions ponctuelles et multiples où ont été exprimées les revendications de chaque secteur.

Giberville, c'était le test : la direction avait usé des arguments classiques : «On ne peut pas décider ici», «vos revendications sont du ressort de la direction du groupe». La direction locale ne se gênait pas pourtant pour traduire les animateurs de la lutte de Giberville devant le tribunal et obtenir évidemment de celui-ci un jugement d'expulsion des piquets. Et, au bout du compte, les patrons traînaient les pieds pour engager la moindre négociation pour ensuite, une fois celle-ci ouverte, ne jeter sur la table que des miettes dérisoires. Voilà qui était largement indicatif de la politique du trust face aux revendications.

VITE ET FORT

Les débrayages répétés à Blainville ont bien vite fait apparaître la nécessité de frapper vite et fort. Il s'est trouvé à Blainville des voix nombreuses pour qu'on se fixe l'objectif de la grève illimitée avec occupation, seul moyen valable de mettre à la raison cette direction butée. Jusqu'à ce moment, les directions syndicales CGT et CFDT qui n'avaient fait que le minimum pour impulser la solidarité autour du mouvement de Giberville et ne montre que peu d'empressement à lancer un large et véritable débat sur l'idée de la grève avec occupation, elles ont pris la décision d'une initiative qui ressemble fort à une tentative de marginaliser et

de porter un coup d'arrêt à l'offensive qui lentement mais sûrement, se dessinait : le 10 mai, CGT, CFDT et FO appelaient l'ensemble des travailleurs à un rassemblement sur le stade qui jouxte le restaurant de

Le plus significatif au terme d'un tel «débat», ce n'est pas que près de 900 travailleurs se sont prononcés pour la grève avec occupation, c'est que près de la moitié des 3 000 travailleurs qui avaient débrayé et qui s'étaient déplacés sur le lieu du rassemblement n'ont pas jugé digne de prendre les bulletins de vote qu'on leur propose. Dans ces conditions, les 900 travailleurs qui s'étaient prononcés ouvertement pour le durcissement de l'action pouvaient, à bon droit, ne pas s'estimer désavoués par la masse des travailleurs au terme d'une consultation dont le but inavoué, mais réel, était de les désigner comme minoritaires dans l'entreprise. Et finalement de les décourager de toute action résolue.

travailleurs qui participent à la consultation, une forte majorité se prononçait pour la grève totale. A l'évidence, le mouvement de lutte à Blainville n'était pas si facile à endiguer. Les directions syndicales en tiraient la conclusion qu'il n'y avait pas d'autre choix que la grève reconductible avec piquets, grève effective depuis le mardi 29 mai.

«REVENDEICATIONS INSUPPORTABLES»

On mesure le chemin parcouru depuis au moins 3 ans. Certes, des actions il y en a eu au cours de ces années, et il serait trop long de rappeler tout. Mais il est vrai que RVI Saviem n'a pas échappé au contre-coup de la crise. Loin s'en faut. Aux dures conditions

leurs à la veille de la seconde consultation. Or, les travailleurs, eux, font l'expérience que la restructuration, si elle supprime petit à petit des emplois (1 000 en moins à Blainville en 3 ans), c'est aussi une charge de travail de plus en plus lourde, des cadences qui augmentent, des salaires qui piétinent. C'est le cas précisément dans les secteurs d'où la grève est partie, sur les chaînes de montage. Ce chantage, ces tentatives de division ont pris un sérieux coup dans l'aile depuis ces dernières semaines.

UNE COMBATIVITÉ DÉCUPLÉE

C'est aussi, à peine un an après la défaite de la gauche et les mutations qui ont affecté les structu-

de faire connaître largement leur point de vue sur le cours de l'action par un bulletin qu'ils éditent eux-mêmes.

UNITÉ, ACTION SOLIDARITÉ

La première semaine de grève a bien mis en évidence que la forme de l'action recueillait l'adhésion d'une majorité de travailleurs. L'attitude de la direction qui mise sur l'usure de la lutte n'a été que de la provocation et de la menace : mercredi dernier, elle rendait publique sa décision de licencier purement et simplement 9 travailleurs et délégués que des rapports d'huissier ont désignés comme étant à l'origine des grèves de secteurs en «gamme haute» et «gamme basse». Ver-



«Il faut remonter à 1974 pour retrouver une telle combativité»

COUP POUR COUP

Dès le lendemain, les débrayages repartaient de plus belle. Grève bouchon au magasin des pièces de rechange, grève illimitée au secteur garnissage des cabines en gamme haute et en carrosserie à la gamme basse.

De ce jour, plus aucun camion ne sort de l'usine et plus guère de pièces de rechange ne sont livrés aux concessionnaires. La réponse de la direction ne tarde pas : elle décide le lock-out de 1 300 travailleurs des secteurs affectés par les grèves. La volonté de lutte n'a pas fléchi pour autant. Au contraire les travailleurs entendent riposter «coup pour coup».

Et, à nouveau, le 28 mai les directions syndicales appellent à une consultation, les travailleurs ayant cette fois le choix de la poursuite de l'action soit sous la forme de la grève totale avec piquet ; soit sous la forme de harcèlements déjà en cours. Sur, 1 500

de la refonte structurelle de Saviem et Berliet après la fusion des deux firmes, se sont ajoutés les aléas de la conjoncture. Le poids lourd français est en fin de position aussi bien sur le marché intérieur que dans la concurrence internationale. Et, tout nationalisé qu'il soit, le trust Renault n'a pas manqué de reporter ses difficultés sur les dos des travailleurs. A Blainville, 92 jours de chômage partiel en 3 ans dont 32 jours pour la seule année 1978. 92 jours de repos forcé payés au rabais. Cela n'est pas sans laisser de traces sur les budgets familiaux déjà précaires. Sans compter l'exploitation que le trust fait de ses propres difficultés pour tenter de calmer les travailleurs, le rappel incessant de la «fragilité» du groupe, la condamnation des «revendications insupportables» avec le maintien de l'emploi, comme la direction a osé l'écrire dans une lettre adressée à tous les travail-

res syndicales, la résurgence d'une frange combattive et décidée de travailleurs. Le 1^{er} décembre 1977, au moment où les partis de l'ex-programme commun pesaient de tout leur poids pour étouffer l'éclosion des luttes, on ne parvenait qu'avec difficulté à rassembler 60 travailleurs et militants pour des piquets de grève lors d'une journée d'action aux portes de l'usine. Aujourd'hui, cette force résolue à plus que décuplée. Les directions syndicales, en pleine mutation également, ne peuvent pas ne pas tenir compte de tout ce potentiel de combativité retrouvée qui s'exprime aujourd'hui. Voilà aussi pourquoi, dans le cours de ce mouvement, des travailleurs révolutionnaires, certains organisés, d'autres qui ne l'ont jamais été mais se reconnaissent dans les objectifs de la révolution et du socialisme ont décidé de se regrouper en un comité des travailleurs révolutionnaires de l'usine,

dredi, elle saisissait le tribunal de grande instance de Caen en référé, pour rendre une ordonnance de levée des piquets pour mardi 6 juin à 14 heures.

Rien d'étonnant dans cette sainte alliance du patronat, même nationalisé, et de la justice bourgeoise contre les droits et les revendications des travailleurs. La direction trouve aussi un appui auprès de certains cadres, bien dans sa main, et qui ne désespèrent pas de trouver des moyens d'entrer en force dans l'usine.

La deuxième semaine de grève qui est maintenant engagée devra forcément voir s'amplifier l'initiative des travailleurs, pour renforcer la lutte aux portes de l'usine et activer le mouvement de popularisation et de solidarité qui s'amorçait avant le long week-end de Pentecôte.

Correspondants
SAVIEM

LA LIBERTÉ D'INFORMER ELLE AUSSI ATTAQUÉE

De toutes les libertés démocratiques aujourd'hui attaquées, celle d'informer — autrement dit la liberté de la presse — n'est pas celle qui reçoit les moindres coups. Dans la dernière période, plusieurs graves faits en témoignent.

Ainsi, des journalistes sont délibérément visés et frappés dans les manifestations. A Longwy, le 17 mai, deux d'entre-eux furent blessés, et divers témoignages indiquent qu'ils ont été délibérément visés, et «tirés à bout portant», à la grenade lacrymogène. Dans les récentes manifestations parisiennes, le brassard de presse, censé «protéger» les journalistes, a fait la preuve de son inefficacité. Et que dire de tous ces photographes qui ont vu leurs appareils détruits ! En l'occurrence, il serait sans doute exagéré de dire que les CRS ou gardes mobiles qui agressent ainsi délibérément les journalistes agissent sur ordre du pouvoir. La réalité est plus simple, à l'échelle du raisonnement des sbires du pouvoir : les journalistes et les photographes, ce sont ceux qui parlent des manifestations, ceux qui sont amenés à parler des provocations ou des exactions policières, parfois même, comme le 23 mars, à fournir des preuves. Les gens qui disent les faits,

voilà les ennemis des CRS. Il est d'autres atteintes à la liberté d'informer qui sont directement impulsées par le pouvoir : ainsi le brouillage des radios-libres, comme à Longwy encore, ou les arrestations et perquisitions contre les animateurs des radios-libres qui se multiplient à travers tout le territoire. Ce qui est en cause ici pour le pouvoir, c'est moins l'atteinte au sacro-saint monopole de l'Etat que la nouvelle manière dont ces radios entendent faire de l'information. Ce à quoi s'attaque le pouvoir, c'est à la liberté pour les travailleurs de s'exprimer sur des ondes, d'échanger leurs points de vue, de faire connaître leurs luttes. De cela, le pouvoir ne veut à aucun prix, et c'est pour cela qu'il s'attaque aux radios-libres et aux radios syndicales de Longwy. Le pouvoir s'attaque aussi directement aux journalistes. Ce fut le cas à Longwy, où notre envoyé spécial fut inculpé, alors qu'il ne faisait que son travail, au côté des travailleurs en lutte. Seule la large mobilisation, créant un rapport de force favorable, a contraint le pouvoir à reculer, en relaxant les cinq inculpés.

«L'AFFAIRE JULY»

Toujours dans le domaine des attaques contre les

journalistes, il faut également signaler l'inculpation de Serge July, directeur de *Libération*, pour «provocation au meurtre». L'inculpation est grave, l'affaire, aussi. July est accusé d'avoir dit, après la condamnation des otages du 23 mars, que les trois juges de la 10^e chambre de la Cour d'appel «ne sont pas sans savoir non plus qu'en matraquant aveuglément de la sorte, ils vont tenter le diable, s'exposer sans aucun doute à des attentats à l'explosif, au moins à une escalade dont ils seront vraisemblablement la cible». Déduction du parquet : c'est une provocation au meurtre, d'autant plus que les trois juges ont été cités nommément ! Comme dit Monsieur Peyrefitte «nommer, c'est déjà menacer...». On voit jusqu'où va le raisonnement du pouvoir : dire les faits, c'est déjà une menace pour l'ordre, puisque ces faits — et le gouvernement le sait bien, à propos des otages du 23 mars — engendrent la révolte.

La liberté de la presse n'est pas attaquée de front, en ce sens qu'il n'y a pas (encore) de journaux saisis ou de journalistes condamnés à de lourdes peines de prison pour leurs écrits. Ce qui se passe est plus subtil, plus pernicieux, plus dangereux peut-être. Ce que cherche

le gouvernement, c'est développer l'auto-censure, il cherche à faire en sorte que les journalistes mutilent eux-mêmes leurs articles et les faits, par crainte de la répression, celle des amendes et celle de la prison. Un exemple : lors du procès en appel des otages du 23 mars, vendredi dernier, tous les témoins ont à plus d'une reprise serré les poings devant la manière dont s'est déroulé le procès, devant l'attitude des magistrats, et devant le jugement. Ces sentiments là n'ont pas pu être retranscrits : un mot de trop, un qualificatif de trop, et ce sont les poursuites judiciaires, pour outrage à magistrat, voire, comme pour July, provocation au meurtre...

Dans les parquets comme dans les préfectures de police, il est des fonctionnaires dont le métier est ainsi d'éplucher la presse pour rechercher l'adjectif de trop, ou la tournure de phrase qui permettra l'inculpation.

Cette épée de Damoclès suspendue au-dessus de la liberté de la presse existe depuis longtemps. Le gouvernement s'en sert aujourd'hui, dans le cadre de son offensive de grande ampleur contre les libertés démocratiques.

N.D.

Fête LO - LCR UNE KERMESSE AUX IDÉES

A Mériel (Val-d'Oise) s'est tenue ce week-end la fête annuelle de Lutte Ouvrière. Cette fois, la Ligue communiste révolutionnaire s'était associée à ce rassemblement. Après avoir flirté avec l'OCI, la LCR présente en effet une liste commune avec LO. La fête était donc placée sous la bannière «*Pour les États unis socialistes d'Europe*» et les stands de multiples groupes trotskystes des pays d'Europe alternaient avec ceux de différentes associations. En revanche, pas de stand sur les luttes ouvrières et des militants CFDT de Longwy, invités par la LCR, ont eu bien du mal à en obtenir un.

Pas mal de monde : des gens pour Bedos, John Lee Hooker, Michel Bühler ou des groupes folk, mais aussi pour le meeting Krivine-Laguiller. Krivine a insisté sur la condamnation de la politique chauvine du PCF, Laguiller a parlé de l'éventuelle création d'un «*Parti révolutionnaire démocratique*» regroupant entre autres LO et la LCR.

En tout quelques milliers de personnes qui avaient matière à discuter trotskysme, ou à écouter et voir les variétés. Toutes les heures, des petits forums rassemblaient tout au plus une quarantaine de personnes sur différents thèmes. Les grandes absentes du rassemblement : les luttes des travailleurs. Aucun stand pour les luttes ouvrières, rien à propos des grèves qui ont eu lieu en région parisienne (SNCF, banques, PTT... etc.). A son retour de la fête, un militant CFDT venu de Longwy s'exclamait : «*On a été reçu comme un chien dans un jeu de quilles*».

A l'entrée LO fait payer les trois animateurs de la radio *SOS-Emploi*, invités oralement par la LCR. LO ne connaissant apparemment que *Radio LCA*, refuse ensuite de leur accorder un stand. Un emplacement est accordé, après de longues discussions. Avec un tel soutien rien d'étonnant que les sidérurgistes de *SOS-Emploi* n'aient vendu que 25 disques pour aider au financement d'un nouvel émetteur.

Au stand du comité de boycott des Jeux Olympiques de Moscou, encore des tractations au sujet, cette fois, de la tenue du forum «*boycott ou pas boycott*». Hostile au boycott, la LCR propose en vain de le remplacer par celui sur les disidents.

C'était bien une fête avec des chanteurs et des groupes intéressants, avec de grandes envolées oratoires. Mais point de débats pour avancer des propositions, point de soutien concret aux travailleurs en lutte.

D. DELORME

C'est à Argenteuil, près d'une cité ouvrière, que le MJCF avait décidé de tenir la fête annuelle de leur hebdomadaire. Une fête où les débats ont attiré peu de monde pour un hebdomadaire fantôme suspendu depuis avril. La vente des vignettes a tout juste couvert les dépenses importantes occasionnées par le rassemblement. Ce n'est donc pas encore cette fois-ci que la caisse du MJCF sera renflouée. Les dirigeants du mouvement qui annoncent quelque «*deux mille adhérents*», parlent bien sûr de succès politique. Le MJCF, baudruche politique, s'enfle aujourd'hui pour mieux se dégonfler demain.

Cette année à la fête d'*Avant Garde* le rock a nettement dominé la politique : pas d'interventions de contestataires comme en juin 1978, quelques débats sans animation. Sans doute des lycéens de Paul Valéry et des étudiants de Nanterre sont venus réclamer la liberté pour les emprisonnés du 23 mars. Il y avait aussi des chômeurs révoltés par leurs conditions de vie, de militants pour s'interroger sur la place des femmes dans le PCF. Mais les jeunes étaient surtout venus pour les chanteurs et les groupes rock.

Et c'est bien là-dessus que les organisateurs ont concentré l'essentiel de leurs efforts en invitant des groupes amateurs au jeu violent, mais aussi des formations plus connues comme «*Bijou*». Beaucoup de vedettes : Philippe Cha-

tel, Renaud, Stivell et Julien Clerc. Et encore des mimes, des cracheurs de feu et des manèges.

Sans relâche des militants au stylo et au carnet à souches tournent partout comme des chasseurs égarés pour accrocher les promeneurs. Les «*défricheurs*», de l'aveu même de l'une d'elles, partent du principe que «*la plupart finissent par dire oui pour qu'on leur foute la paix*». Ainsi à chaque rassemblement le MJCF se regonfle sans augmenter pour autant son impact. En avril alors que les JC revendiquaient 110 000 adhérents, *Avant Garde* ne se vendait qu'à 10 000 exemplaires. Signe de la pauvreté du contenu de cet hebdomadaire, mais aussi de la faiblesse politique du MJCF. La tenue de cette fête en est une bonne illustration.

AVANT TOUT, LES AMATEURS DE ROCK A LA FÊTE D'AVANT-GARDE



Une fête qui soulève peu d'enthousiasme comme l'hebdomadaire avant sa suspension.

Ainsi le discours de Hermier, membre du bureau politique, n'a guère été applaudi qu'à l'occasion de l'évocation des incidents du 23 mars. «*La meilleure façon de combattre le chômage et les interdits*», c'est de «*soutenir la liste du PCF jusqu'au 10 juin*», c'est à cela que se résument les propositions du PCF en direction des jeunes. Rien d'enthousiasmant.

La «*cité internationale*», un peu mise à l'écart, rassemblait entre autres les stands du Chili, du Brésil, du Vietnam et de l'URSS. Les Vietnamiens affirmaient bien fort, en pensant sans doute au Cambodge, «*rien n'est plus précieux que l'indépendance et la liberté*». Les tracts soviétiques saluaient la condamnation de «*l'espion*» Chtcharansky, un moyen sans doute de compléter le bilan de l'URSS.

Nul doute que le PCF sait organiser une fête attrayante par ses concerts et ses chanteurs. Cela lui

sert à faire venir du monde pour matraquer ses mots d'ordre comme le «*notre région, ils la cassent*» imprimé avec une fleur tricolore aux pétales brisés sur des tee-shirts. Cela lui sert à dévoyer les aspirations des jeunes en les cantonnant au soutien électoral. Pas besoin d'être inscrit pour cela : «*vous avez 14, 15, 16, 17 ans, vous ne votez pas. Dites à vos amis, vos parents : dimanche il s'agit de mon avenir*». A ces jeunes, Catala secrétaire général du MJCF, recommande pour la défense de leurs droits, de s'en remettre au vote de leurs parents ! Rien d'étonnant qu'il y ait moins de monde cette année qu'en 1978, que les discours aient été prononcés devant une pelouse clairsemée. Le seul événement de cette fête aura été la destruction de plusieurs stands dans la nuit de samedi lors des bagarres entre bandes rivales d'Argenteuil.

D. DELORME

VII^e PLAN :
LE TELEPHONE
POUR
TOUS



VIII^e PLAN :
1,8 MILLION DE
CHOMEURS
OFFICIEL

Par Jean JOLIN

Le secteur de la téléphonie occupe 90 000 salariés dont près de la moitié ont été embauchés dans les cinq dernières années. Ce développement assez spectaculaire par comparaison avec les autres branches industrielles remonte à 1975. Cette année-là, les experts au travail sur la préparation du VII^e plan font la constatation suivante : la France connaît le réseau de télécommunications le moins développé parmi les pays capitalistes occidentaux. Avec 7 millions de lignes, elle arrive en queue de peloton. Pour obtenir une ligne, il faut patienter la bagatelle de 16,5 mois.

C'était là un handicap sérieux pour un pays impérialiste non seulement fier de

s'être reconstruit en moins de trente ans, mais prétendant consolider sa quatrième place mondiale.

Aussi, le plan d'action prioritaire du VII^e plan arrête en cette fin d'année 75 des mesures ambitieuses : multiplier par trois le nombre de lignes existantes pour 1982, soit arriver à un taux d'équipement en téléphone de 85 % des ménages contre 30 % en 1975 ; 100 000 cabines téléphoniques en 1980 contre 25 000 en 1975. Sont arrêtés de même les moyens nécessaires à cette politique : la bagatelle de 105 milliards de francs à investir en cinq ans.

Il était prévisible qu'une telle manne publique fut du goût des industriels. C'est l'Elysée directement qui tranchera entre tous les prétendants le 13 mai 1976. C'est Thomson qui prendra la plus grosse part du gâteau par l'acquisition l'année suivante de deux filiales étrangères : LMT (et donc LTT) et Ericsson. Puis l'américaine ITT ; la CGE sera en dernière position, ayant perdu les faveurs du pouvoir depuis le départ de Debré du gouvernement.

cette politique s'avèrent mauvais. Ainsi le choix de la communication spatiale acquis à prix d'or à des entreprises étrangères (Ericsson, ITT) ne permettait pas de manière évidente, de s'attaquer véritablement aux marchés

extérieurs. De plus, tout le monde savait que l'avenir c'était le temporel et non le spatial. Qu'importe ! Il fallait faire vite. Ils ont fait vite !

Résultat, la direction des télé-

communications redresse la barre en 1978 prenant de court la plupart des producteurs, d'autant qu'ils sont plus petits (cas de l'AOIP).

C'est alors la restructuration avec ses plans de licenciements

annoncés dans toutes les entreprises téléphoniques.

Que veut la bourgeoisie ?

En ce qui concerne le secteur industriel, deux objectifs sont visés :

- Le premier, c'est Giscard qui l'a annoncé : faire du téléphone un panier à devises ;
- Le deuxième, c'est la diversification, bien tardive, du secteur avec la télématique. Un marché fabuleux, disent déjà certains publicistes : 12 milliards de francs pour le vidéotex qui permettrait de consulter le bottin électronique des PTT. D'autre part, le télécopieur à grande vitesse.

C'est ce qui fait glousser les Ségard et compagnie : de crise de la téléphonie, il n'y en a guère, si ce n'est cette « mutation technologique difficile à faire ».

N'a-t-on pas trouvé depuis le début de l'année de multiples déclarations allant dans ce sens ? Ainsi, monsieur Grasset, directeur de cabinet de Ségard : « Nous bloquerons les licenciements partout, en Bretagne, en Normandie ou dans le Nord. Le ministre va se battre de toutes ses forces pour que cette courte période de mutation se passe sans dommage pour les salariés. Nous réserverons aux licenciés les emplois créés aux PTT ». Ségard lui-même, interviewé dans *Le Matin* du 11 mai, n'hésitera pas à dire : « Il n'y aura pas de problèmes d'emploi dans le téléphone. Je suis prêt à mener pour cela une politique volontariste ».

Pour l'instant, on n'en voit pas l'ombre. Les licenciés de la Socernat à Paris, de l'AOIP, de CIT-Alcatel ou de LMT en savent quelque chose. Les semaines à 28 ou 35 heures, ou les licenciements purs et simples n'ont rien de « volontariste » de leur part.

A la diversification bien hasardeuse, les industriels choisissent la bataille sur les marchés étrangers. Pour cela, ils n'hésiteront pas à restructurer. D'ailleurs, qui y croyait en dehors de Ségard ? A lui de payer maintenant !

Quelle crise ?

Si, pour l'essentiel, le programme initial a été réalisé, comment interpréter les signes de crise manifeste qui touchent ce secteur ? Comment est-on passé du « secteur le plus créateur d'emplois » à celui dont les plans de licenciements rappellent étrangement ceux de la sidérurgie ?

Quatre facteurs peuvent être avancés :

- Le premier, c'est la surestimation par l'impérialisme français de ses capacités dans l'élaboration du VII^e plan ;

- Le deuxième est que le rattrapage s'est fait plus rapidement que prévu, à raison de 30 % de lignes en plus par an ;

- Troisième facteur : L'objectif initial de faire exporter 30 % à ce secteur est loin d'être atteint.

Si la part des exportations a plus que doublé, elle n'en est pas encore à dépasser le seuil des 20 %. C'est que sur les marchés internationaux, la concurrence est vive et les chasses gardées nombreuses.

- Enfin, un dernier facteur, le virage technologique pris en 1978 par la direction générale des télécommunications. Alors que le passage au tout-électronique (système temporel) devait se faire graduellement jusqu'en 1985, la forte concurrence technologique a rapidement rendu bâtarde la génération des « spatiales » dans laquelle s'était enfoncée la direction des PTT.

Deux idées fondamentales à retenir :

- La bourgeoisie a sacrifié le présent à l'avenir dans la préparation du VII^e plan ;
- Les choix qui ont résulté de



Tous les dépliants publicitaires ne réussissent pas à enrayer la crise du téléphone.

PAYS DE LOIRE : EXPERIENCES DE LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

De notre correspondant régional

UN AN D'INITIATIVES MULTIPLES A NANTES

Depuis un an et demi, à Nantes, plusieurs initiatives ont eu lieu dans la lutte contre le chômage. Initiatives syndicales, tant CGT que CFDT au niveau des usines locales ou bien, à l'issue de la lutte des Brissoneau pour organiser les 136 licenciés autour de l'usine, ou même initiatives extra-syndicales, comme le Comité des stagiaires Barre, devenu en septembre 1978 le Comité d'action et lutte contre le chômage, ou même Comités de quartier, comme le Comité Nantes-Nord, qui intervient sur deux quartiers. Parallèlement, des luttes ont eu lieu ponctuellement, rassemblant plusieurs dizaines de personnes comme par exemple l'an dernier, pour empêcher une saisie sur un quartier : lutte qui s'est terminée par une victoire.

Mais le point commun de presque toutes ces initiatives, est le fait que si elles sont parvenues à mobiliser largement à un moment donné, elles n'ont pas réussi à poursuivre la mobilisation, à élargir leur influence directe, en organisant en leur sein une partie de ceux qui avaient participé à ces mobilisations. Ainsi, beaucoup de ces comités, aujourd'hui, ont de graves difficultés à survivre. C'est de toutes ces expériences, qui ont l'immense mérite d'exister, et des enseignements qu'elles apportent, que le Collectif contre le chômage (CLC), qui s'est constitué il y a un mois et demi, entend s'inspirer aujourd'hui.

CFDT sur Nantes, montre que ce n'est que sur la base de propositions d'action que des chômeurs ou des actifs peuvent se regrouper aujourd'hui dans la lutte contre le chômage. C'est lorsque le comité CFDT luttait pour des bus gratuits en proposant des formes d'action originales (faire la propagande dans les bus, prendre ensemble les bus sans payer en expliquant largement les raisons), qu'il regroupa le plus de personnes et obtint les premiers succès. Dès sa création, le CLC en regroupant une quinzaine de personnes, chômeurs et actifs, certains ayant déjà participé à différentes initiatives contre le chômage, proposait la tenue de marchés, ventes de légumes à prix coûtant, en liaison avec les Paysans-Travailleurs ou des maraichers progressistes : en appelant à cette vente et au cours de cette vente, le collectif popu-

ENGAGER RAPIDEMENT DES ACTIONS CONCRETES

L'expérience des comités syndicaux des Unions locales CGT et

«Pour le gouvernement, le chômage doit devenir un fait naturel, normal, accepté. Nous pensons qu'il est important de prendre le contre-pied de cette tentative, de montrer par des actions spectaculaires que le chômage ce n'est pas simplement des chiffres à la une d'un journal»



Les stagiaires Barre occupent la Direction départementale du travail

larisait largement ses objectifs : engager des actions rapidement contre les coupures de courant, les expulsions, les saisies. Le succès de cette première action (une centaine de personnes sont venues, une dizaine ont pris contact avec le collectif, la presse locale en a fait un compte rendu très positif) a permis d'en préparer une seconde sur un autre quartier en profitant de cette occasion pour faire une large animation dans le quartier sur le chômage. Parallèlement, le collectif développe une campagne contre les coupures EDF. Aujourd'hui, pour de nombreuses familles, le choix est souvent entre manger correctement et risquer la coupure EDF, faute de pouvoir payer, ou manger très peu pour conserver le courant ! L'objectif que poursuit le collectif, à travers cette campagne, est de pouvoir intervenir massivement à EDF avec des dossiers de coupure et exiger le rétablissement immédiat et sans frais.

MENER CES ACTIONS LE PLUS LARGEMENT POSSIBLE

Toutes les actions entreprises par le collectif sont proposées en même temps aux comités ou associations qui peuvent y participer, ceci dans le but de réunir le rapport de forces le plus conséquent. Par rapport aux ventes de légumes et à la campagne EDF, des contacts ont été pris avec un comité de chômeurs de quartier, et la CSCV. De même une entrevue avec la section

CFDT-EDF a eu lieu, cette section étant bien décidée à soutenir efficacement l'action du collectif. Des contacts vont être pris également avec la commission chômage des sections syndicales de Brissoneau. Associer le plus largement possible sur la base de propositions concrètes, telle est la démarche actuelle du collectif.

MONTRE AU GRAND JOUR LA REALITE DU CHOMAGE

Pour le gouvernement, le chômage doit devenir un fait naturel, normal, accepté. Nous pensons qu'il est important de prendre le contre-pied de cette tentative, de montrer par des actions spectaculaires que le chômage ce ne

est pas simplement des chiffres à la une d'un journal : c'est ainsi que le collectif envisage pour la fin juin d'organiser une «soupe populaire» dans la rue et d'y inviter largement les chômeurs contactés à l'ANPE, sur les quartiers au cours des ventes de légumes, mais aussi d'autres associations ; «soupe populaire» devant EDF, ou la mairie, par exemple. C'est sur la base de ces propositions, de leur réalisation, avec succès pour certaines d'entre elles déjà, que le collectif entend «dynamiser» la lutte contre le chômage à Nantes, en évitant à la fois de s'enfermer dans un quartier, de se cantonner aux strictes permanences qui, pour utiles qu'elles soient, ne permettent pas, en elles-mêmes, de développer la lutte.



Les licenciés de Brissoneau-Nantes se sont regroupés

INTERVIEW DE GILLES, MEMBRE DU COMITE DE CHOMEURS D'ANGERS

Depuis quand est créé le Comité de chômeurs ?

A Angers, le Comité de chômeurs existe depuis 1977, se donnant pour but de regrouper l'ensemble des chômeurs afin de briser l'isolement, pour mieux défendre leurs droits et faire aboutir leurs revendications. Tu sais, le chômage ici c'est important.

«LA DOUCEUR ANGEVINE» ? 11 000 CHOMEURS DANS CE DEPARTEMENT

La «douceur angevine», on est 7 000 à ne pas la connaître ici même, 11 000 dans le département, et ce ne sont que les chiffres officiels. Officiellement, 1 chômeur sur 30 personnes en âge de travailler, mais surtout, 1 pour 7 jeunes de moins de 25 ans, et 1 pour 5 femmes de moins de 25 ans.

Quel est votre fonctionnement habituel ?

On s'efforce d'abord d'informer les chômeurs en tenant une permanence à chaque pointage devant l'ANPE, en accompagnant les chômeurs dans les très nombreuses démarches qui leur sont de-

mandées, en intervenant sur les marchés avec des panneaux et des tracts, à la sortie des entreprises comme Thomson, Bull, les Fonderies de l'Authion. En ce moment, une commission s'est chargée d'étudier le contenu des nouvelles lois sur l'indemnisation du chômage. Disons qu'en permanence, on est un noyau de 20 à 25 militants, mais dans toutes les actions, on regroupe au moins une soixantaine de personnes. Nous avons un bulletin que nous vendons à plusieurs centaines d'exemplaires auprès des chômeurs.

DEJA PLUSIEURS VICTOIRES

Tu parlais d'actions que vous avez menées, peux-tu les expliquer ?

Oui, on a déjà remporté plusieurs victoires : d'abord, ce fut la gratuité des autobus, obtenue après plusieurs interventions auprès de la mairie de gauche ; le comité a empêché l'expulsion de plusieurs chômeurs, notamment du foyer de jeunes travailleurs, en intervenant nombreux auprès des huissiers, en occupant le bureau du directeur du FJT. Le comité est intervenu plusieurs fois à l'ANPE, pour exiger la réintégration de chômeurs radiés pour des

Bretagne = Lorraine de l'électronique ? Nantes = Longwy de la navale ?

Il y a un mois, se tenait à Rennes la première coordination des Comités de chômeurs de l'Ouest. Des comités de Nantes, Rennes, Angers, Laval y étaient présents. Brest, Chateau-Gonthis, Blois n'avaient pu se déplacer. Première coordination de ces différents comités, elle est significative d'un certain développement encore bien trop restreint au regard de la réalité du chômage dans la région : 70 000 chômeurs dans les pays de la Loire, 26 000 à Nantes, Saint-Nazaire capitale du chômage, la Bretagne menacée par les restructurations de l'électronique et du téléphone qui prévoient, rien que dans l'Ouest, 5 000 licenciements. Mais aussi la Navale à Nantes et Saint-Nazaire. Bretagne : Lorraine de l'électronique ? Nantes, Longwy de la Navale ? Ces deux interrogations à elles seules décrivent bien l'importance que doit prendre ici la lutte contre le chômage. Mais cette première coordination témoignait aussi des réalités très diverses de la lutte contre le chômage. Si à Angers et Laval, c'est depuis plusieurs années que les

comités se sont créés, à Rennes et Nantes c'est principalement depuis un an que la lutte est engagée. Création diverse aussi, attendu qu'à Rennes c'est à l'issue de la fermeture de l'usine SPLI que le Comité de chômeurs s'est créé, organisant alors principalement les chômeuses de la SPLI. A Nantes par contre, c'est le regroupement de stagiaires Barre qui a créé la première organisation de lutte l'an dernier, se transformant en septembre 1978, à l'issue des stages bidons le Comité d'Action et de Lutte contre le Chômage. Mais aussi expérience de fonctionnement et de luttes engagées très diverses, déjà riche d'enseignements, même si tous les comités constatent que la difficulté principale est, encore aujourd'hui, de maintenir la mobilisation après une lutte, de parvenir à profiter des succès pour élargir le Comité. De ce point de vue, l'expérience de la lutte contre le chômage dans cette ville, ainsi que l'expérience du comité d'Angers, créé en 1977, sont significatives.

depuis 6 mois, l'autre depuis un an. Au cours de cette première intervention, on a pu tisser des liens avec la section CGT-EDF qui est intervenue à nos côtés ; ayant pu obtenir satisfaction, on a fait une large campagne d'information et on est réintervenue le 19 avril. Pendant trois heures on a «séquestré» trois responsables EDF et occupé les bureaux ; de là, on a téléphoné à la presse qui a envoyé des journalistes. Les résultats ont été les suivants : réouverture immédiate et sans frais de tous les cas présentés (les frais normale-

aboutir nos revendications. En plus, à plusieurs reprises, elle a distribué des tracts dans EDF pour expliquer les actions du Comité de chômeurs.

En ce moment même, vous menez une lutte pour faire supprimer les dettes d'un chômeur auprès des HLM. Il touche 380 francs par mois et doit payer un loyer de 370 francs, expliquez-vous ; mais, d'une manière plus générale, pouvez-vous expliquer comment vous voyez le développement de votre action ?

Avant, je voudrais juste donner un détail marquant, à propos de la lutte que tu évoques. Quand on a demandé à la mairie qu'elle aide notre camarade à éponger ses dettes aux HLM, l'adjoint au maire qui est au PC nous a répondu que ce n'est pas possible car il l'avait déjà aidé en 1967. Ce qu'il oublie de dire c'est que c'était alors une mairie de droite... On lui a répondu qu'on trouvait scandaleux que la mairie ait consacré des dizaines de millions pour la construction d'une maison de la culture prestigieuse et qu'elle ne fasse rien pour résoudre de tels cas. Sinon, pour répondre à ta question, un des axes importants aujourd'hui est de tisser des liens avec les travailleurs. En effet, à nous, il nous manque un moyen de lutte important : la grève. Des liens on en a déjà tissés avec des travailleurs d'EDF, les travailleurs de l'ANPE, on doit continuer dans ce sens mais aussi avec des organisations de masse, des organisations de quartier. Aussi, ce qu'il faut, c'est qu'on fasse la liaison avec tous les travailleurs qui sont chômeurs déguisés : intérimaires, auxiliaires, saisonniers, apprentis mais aussi handicapés, femmes au foyer, etc. Nous, on trouve intolérable que des familles nombreuses, des travailleurs qui ont passé toute leur vie à la production, ou des jeunes qui traînent de FPA en stages bidons, fassent les frais de la crise. C'est au gouvernement, au patronat, aux mairies, qu'elles soient de droite ou de gauche, de payer !

«Eux, ce qu'ils voudraient, c'est que les gens essaient de s'arranger individuellement face à EDF. Nous on a voulu montrer que c'est par la lutte qu'on peut gagner, et si on gagne face à EDF, alors on peut gagner sur d'autres terrains».

appel aux flics, le PC n'a protesté contre cette intervention des flics que par quelques lignes dans *Avant-Garde*. Pire encore, il a décidé alors de créer sa propre commission chômage, divisant ainsi la lutte des chômeurs.

EDF : 5 600 COUPURES EN 1975. BEAUCOUP PLUS AUJOURD'HUI

Dernièrement, vous avez mené des luttes contre EDF et remporté des victoires...

Oui, en février 1979, le comité est intervenu à EDF pour refuser les coupures de gaz et d'électricité dont sont l'objet un nombre croissant de chômeurs, comme d'autres travailleurs, qui, du fait de la crise, ne peuvent plus payer leurs traites. C'est la CGT-EDF qui nous a transmis des chiffres révélateurs : de 1974 à 1975, le nombre des coupures est passé de 3 500 à 5 600 sur Angers, il n'a pas cessé d'augmenter depuis lors. Lors de notre intervention en février, nous présentons des cas concrets de chômeurs dont deux familles nombreuses obligées de vivre tout l'hiver dans des conditions déplorables et deux vieux travailleurs privés d'électricité, l'un

UNE LIAISON POSITIVE AVEC LES ACTIFS

C'est une première victoire importante ?

Oui et l'énergie déployée par EDF après (en vain d'ailleurs) pour essayer de faire croire qu'EDF a toujours été compréhensif, qu'il suffisait d'aller les voir pour s'arranger, montre bien l'importance du succès. Eux, ce qu'ils voudraient, c'est que les gens essaient de s'arranger individuellement face à EDF ; nous, on a voulu montrer que c'est par la lutte qu'on peut gagner, et si on gagne face à EDF, alors on peut gagner sur d'autres terrains. Ce qu'on voudrait maintenant, c'est imposer le principe de non-couper à tous les chômeurs. Une des choses les plus importantes de cette lutte, a été aussi le fait que la section CGT-EDF était à nos côtés et qu'elle était prête à faire débayer 3/4 d'heure, pour faire

«C'est au gouvernement, au patronat, aux mairies, de droite ou de gauche, de payer»

● Hôpital Saint-Louis (Colombes) : la direction tente de casser la grève

Depuis le 3 mai dernier, les médecins du Centre de Contraception et d'interruption volontaire de grossesse de l'hôpital de Colombes sont en grève administrative. Ils veulent :

- être reconnus officiellement comme centre de contraception ;
- pouvoir faire des informations sur la contraception à l'extérieur de l'hôpital sur leur temps de travail ;
- la possibilité pour les étudiants en médecine, élèves-infirmiers, aide-soignants qui le désirent de venir en stage au centre ;
- une rémunération décente pour les médecins.

Après avoir abandonné ses tentatives de pression sur le personnel, la direction de l'hôpital revient à la charge. Depuis le 25 mai, elle voudrait faire distribuer par le personnel une «note à l'attention de toutes les consultantes des IVG» ainsi rédigée : «Je dois vous informer que pendant la grève du personnel médical du service des IVG, contrairement à ce que les médecins affirment, les consultations et les IVG ne sauraient en aucun cas être gratuites.

Par conséquent, vous devez vous présenter au bureau des admissions et à la caisse des consultations externes pour régler le montant de votre consultation.

Dans le cas où vous ne le feriez pas, la mise en recouvrement serait adressée à votre domicile par le Trésorier payeur général.

Face à ces manœuvres, le MLAC de Gennevilliers «totalement solidaire de la grève des médecins du centre» affirme son intention «d'informer la population de ces pressions morales et policières exercées sur les femmes».

● 80 kilomètres de plages polluées en Bretagne

Depuis vendredi dernier, plusieurs plages de Bretagne sont polluées par des résidus d'hydrocarbures, sur une longueur de quelque 80 kilomètres. Touchant notamment Belle-Ile, Houat, le golfe du Morbihan, cette pollution qui pourrait être due à des dégazages clandestins, est en cours d'élimination par des soldats du contingent, et devrait, selon les autorités, avoir disparu ces jours-ci. A la veille des vacances, cette pollution révèle une fois de plus l'incapacité des autorités à empêcher ces graves atteintes au cadre de vie, tant des habitants de la région, que des estivants dont les quelques jours de repos sont ainsi quelque peu altérés.

● Journée européenne antinucléaire à Nogent-sur-Seine

Dans le cadre du Mouvement international contre le nucléaire, les Amis de la terre et le Mouvement écologique du département de l'Aube ont organisé ce week-end, sur le site même de la future centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine, une fête des énergies douces.

Outre la participation de différents comités antinucléaires, du Comité Larzac, du groupe Femmes de Nemours et de l'Association pour la protection des sites de la vallée de la Seine, on notait la présence de quelques stands sur les énergies douces : pompes à chaleur, moteur à eau, énergie solaire, géothermie, etc.

Quelques centaines de personnes sont venues durant ces deux jours participer à une fête champêtre, d'où était absent un vrai débat sur le nucléaire.

Correspondance

● Fête de l'expression libre à Vitry

Samedi 9 juin 14 heures, Salle Camille Blanc, Rue Camille Blanc, fête de l'expression libre à Vitry avec Radio SOS Emploi de Longwy, les inculpés de la radio de Vitry, ex-Radio Cortisone et le journal *Histoires de Banlieues*.

organisé par le journal *Histoires de Banlieues*

MONTREUIL

MOBILISATION POUR L'AVORTEMENT ET LA CONTRACEPTION

Dans la perspective du meeting du 8 juin des Comités en lutte pour l'avortement et la contraception, le Comité de Montreuil (1) a tenu une réunion publique dans le quartier de la Croix de Chavaux, le dimanche 2 mai.

Ce meeting de quartier rassemblant plus de 60 personnes a permis une information et une popularisation de la lutte engagée pour l'avortement et la contraception réactualisée par la remise en cause de la loi Veil à l'automne prochain. En effet, cette loi arrachée par une très large mobilisation des femmes arrive aux termes des 5 ans suspendant la loi de 1920 qui réprime l'avortement.

Le débat a porté tout d'abord sur le cadre politique dans lequel s'inscrit cette remise en cause, période où la bourgeoisie attaque tous les acquis des femmes, tentant de les faire passer pour responsables du chômage... et de la dénatalité, d'où toute une propagande pour le «retour au foyer» et la mise en route du «3^e enfant» !

La loi Veil a été abordée alors, à travers son application extrêmement limitée (peu d'hôpitaux prennent en charge les IVG - interruption volontaire de grossesse - et les nombreuses mesures dissuasives qui font que la plupart des femmes sont acculées à dépasser les 10 semaines de délai pour une IVG en hôpital et sont donc obligées d'avoir recours aux cliniques privées (plus de 1 000 F) sans parler des avortements clandestins ; la «clause de conscience» qui autorise tout médecin à ne pas donner suite à une démarche d'IVG s'il le

veut est une mesure particulièrement répressive.

Se battre contre cette clause affirme la reconnaissance du droit des femmes à décider de leur maternité et à reconnaître l'avortement comme un acte médical à part entière.

De même se battre pour l'avortement libre y compris pour les mineures et les immigrées est un enjeu important de la mobilisation actuelle.



Il a été rappelé que la prise en charge des IVG à l'Intercommunal et Montreuil fut réalisée grâce à la lutte des femmes, notamment l'occupation du bloc opératoire de l'hôpital pour la création du service IVG après le vote de la loi Veil en 1975.

De même aujourd'hui, pour éviter un retour en

arrière et garantir le droit des femmes à l'avortement sans restrictions et dans les meilleures conditions, il nous faut développer tout autant les informations que les objectifs de mobilisation, en coordination avec l'ensemble des comités existants.

Aussi, le comité s'est-il fixé une plate-forme avec un certain nombre de points communs au mouvement des femmes, parmi lesquels :

- l'abrogation de la loi de 1920 ;
- l'avortement libre y compris pour les mineures et les immigrées ;

sur le type des centres et leur prise en charge...

La projection du film «On s'est trompé d'histoire d'amour», qui retrace la vie d'un couple où dominent les rapports traditionnels de domination de l'homme sur la femme, a permis une discussion intéressante. Cette discussion a bien montré qu'avortement-contraception-sexualité forment un tout dans la lutte contre l'oppression des femmes et s'articulent dans une remise en cause globale de la place imposée à la femme dans la société capitaliste.

Corr. MONTREUIL

— la création d'un centre d'orthogénie permettant l'information sur la sexualité, la contraception et l'avortement.

Le débat reste ouvert sur la gratuité ou le remboursement de l'avortement par la sécurité sociale, sur la suppression des délais ou leur prolongation,

(1) Comité unitaire avortement-contraception-sexualité rassemblant des femmes de Montreuil, la Permanence Femmes et les organisations suivantes : UL-CFDT, Planning familial, Montreuil-écologie, Jeunes Femmes, FA, LCR, PCR ml, PSU, PS.

Un jeune tabassé à Vitry

LA VIOLENCE DES GHETTOS

Samedi, en fin d'après-midi, alors qu'il rentrait chez l'un de ses copains, à Vitry (Val-de-Marne), un jeune Marocain de vingt ans, Tassali, a été violemment agressé par une bande de jeunes dont les intentions ne semblaient pas amicales. Tassali accélère le pas en passant devant la cité des Marronniers. Il ne parviendra cependant pas à échapper à la bande, forte d'une vingtaine de membres, qui semblent désosés. Rattrapé, Tassali est tabassé, et bien qu'esquissant une riposte, il doit plier sous les coups redoublés. Il est traîné dans une cour de la cité, où il est attaché à un arbre, et les coups reprennent.

Après un temps ainsi ligoté, Tassali est libéré,

pour être repris quelques minutes plus tard, et traîné dans une autre cité, pour y subir les mêmes sévices. Ses agresseurs tenteront même de mettre le feu à l'arbre auquel Tassali est attaché. Il est finalement libéré par les policiers, après que les jeunes les eurent avertis. Tassali devra être soigné dans un service de réanimation... Violence raciste ? Non, à un aucun moment les agresseurs de Tassali, parmi lesquels il y avait également des jeunes d'origine maghrébine, n'y ont fait allusion. Violence gratuite ? Ne serait-ce plutôt le dévouement d'une agressivité accumulée dans ces cités de transit, véritables ghettos ? Une violence qui s'exprime, comme dans le cas de Tassali, souvent à tort.

Libération des loyers. Le gouvernement tente de calmer l'inquiétude des locataires.

Depuis plusieurs semaines, les locataires avaient la certitude que les loyers allaient augmenter au 1^{er} juillet dans des proportions importantes. On parlait de 30, 40 et même 70 % dans certains cas. Afin de désamorcer l'inquiétude et la colère extrêmement vives de nombreux travailleurs payant déjà un loyer exorbitant — en région parisienne en particulier — d'Ornano, ministre de l'Environnement et du Cadre de Vie, a laissé entendre récemment que les loyers «libérés» devraient néanmoins respecter certaines limites. Limites définies en gros par l'indice du coût de la construction voisin de celui de l'INSEE.

Cette règle souffrira néanmoins deux exceptions quasiment automatiquement. Premièrement, si des travaux «améliorant le confort de l'immeuble» ont

été effectués. Deuxièmement si le loyer n'a pas été augmenté depuis deux ou trois ans. Dans ce cas, le bailleur est autorisé à rattraper le retard.

Compte tenu de ces assurances, peu convaincantes quand on connaît la cupidité des propriétaires, la question qui se pose est celle des recours possibles en cas d'abus trop flagrant du propriétaire.

S'il faut partie d'un organisme de propriétaires, il faut s'adresser à celui-ci...

Si votre propriétaire n'adhère à aucune chambre syndicale, il vous faudra aller devant une commission de conciliation... Mais sachez tout de suite qu'il n'en existe pas dans tous les départements et qu'il n'y a rien de plus efficace, quand les conditions le permettent, qu'un refus collectif de payer les augmentations !

ELECTIONS ITALIENNES

D'après les premiers résultats

● Recul du PCI ● Tassement de la DC ● Progression des partis du centre, du parti radical et... des abstentions

Alors que les résultats définitifs ne sont pas encore connus, les premières estimations n'apportent pas de surprise majeure par rapport aux prévisions faites sur ces huitièmes élections législatives italiennes depuis 1948. Par rapport aux pronostics faits ces derniers jours en Italie, une seule

nuance peut-être : si le PCI a bien, comme prévu, connu un recul net, la DC, par contre, n'a pas progressé mais stagné, et ce sont de petites formations du «centre» qui en ont le plus profité. Pas de surprise non plus en ce qui concerne le parti radical qui a progressé comme prévu.

Dans les appréciations sur les résultats, il faut tenir compte d'une particularité «italienne» : en votant, les électeurs élisent le Sénat et la Chambre des députés mais l'âge pour le droit de vote n'est pas le même pour les deux chambres. En effet, pour le Sénat, ont droit de vote les citoyens italiens ayant 25 ans accomplis, alors que pour la chambre des députés, le droit de vote est fixé à 18 ans. Entre les deux, la différence porte sur 5,7 millions d'électeurs de moins de 25 ans. Cela rend peut-être d'autant plus significatifs certains résultats. Ainsi, c'est à l'assemblée nationale que le recul du PCI serait le plus marqué par rapport aux élections de juin 1976, le PCI passant de 34,4 % à 30 % de voix (la perte serait plus réduite au Sénat : 2,5 à 3 %). Les moins de 25 ans, qui constituent une importante tranche des chômeurs, des «sans-avenir» seraient

plus réticents à l'égard du PCI, qui enregistre ainsi pour la première fois depuis 30 ans, un coup d'arrêt dans sa lente progression.

La DC, quant à elle, avec un résultat situé aux environs de 38 % obtiendrait donc un score à peu près identique à celui de 1976, avec quelques pertes à la Chambre des députés, malgré l'apport de voix du parti fasciste, le MSI, en recul. Tandis que le parti socialiste se maintient avec 10 % des voix, les partis dits du centre : sociaux-démocrates, républicains, libéraux, connaissent une progression inattendue, totalisant à eux trois 10 % des voix, ceci probablement aux dépens d'une progression de la DC qui, tout en essayant d'user le PCI, n'a pas pour autant refait peau neuve, loin s'en faut.

Ce phénomène semble traduire un certain rejet de la bipolarisation DC - PCI dans laquelle est en-

fermée la vie politique italienne. Rejet confirmé par ailleurs, par une progression attendue celle-là : celle du parti radical qui passerait d'un peu plus de 1 % à 3 % des voix et obtiendrait ainsi au moins une douzaine de députés, parmi lesquels sans doute Leonardo Sciascia, Maria Antonietta Macchiocchi. Jusqu'au bout, pourtant, ce parti aura subi les foudres du PCI. Alors qu'un des directeurs de l'Unita, Claudio Petruccioli déclarait encore il y a quelques jours : «Je reconnais que même parmi nos lecteurs, il peut y avoir quelques tentations radicales, mais au bon moment le sérieux prévaut», les sondages font état de 30 % d'anciens électeurs communistes parmi l'électorat radical.

L'extrême gauche, notamment Nuova Sinistra Unita et PDUP - MLS, obtiendrait 2 % des voix mais les résultats sont encore à confirmer.

Autre fait à noter : une importance plus grande du nombre d'abstentions qui dans certaines régions, notamment dans le Mezzogiorno, semblent atteindre 30 %, certains travailleurs émigrés ne rentrant pas pour voter. Alors que traditionnellement, le taux de participation électorale en Italie est très élevé, peut-être le plus élevé d'Europe occidentale, avoisinant parfois 90 %.

En conclusion, il ressort, comme prévu, que ce scrutin ne règle absolument rien en lui-même et que les questions posées sur les combinaisons politiques possibles restent les mêmes. Il reste qu'une des formules les plus vraisemblables est celle d'un gouvernement centre-gauche DC - PSI qui associerait les partis du centre qui viennent d'obtenir quelque gain ; la question du soutien de l'extérieur du gouvernement ou de l'opposition du PCI restant posée.

Pétrole Carter ne se rend pas aux arguments des pays européens

François-Poncet, le ministre français des Affaires étrangères, était reçu lundi, en 15 minutes, par Carter à la Maison Blanche. L'entretien a principalement porté sur la décision américaine de subventionner de 5 dollars chaque baril importé aux Etats-Unis. Cette décision rencontre, on le sait, une vive opposition de plusieurs pays du second monde, notamment de la France et de la République fédérale d'Allemagne. D'ailleurs François-Poncet était également reçu en sa qualité actuelle de Président du conseil des ministres de la CEE.

A sa sortie, François-Poncet a fait la déclaration suivante : «J'ai fait part au Président Carter des sérieuses préoccupations que suscite l'Europe, la décision des autorités de Washington d'accorder une prime à l'importation de fuel vers les Etats-Unis. Une décision qui a pour conséquence de détourner au profit de l'Amérique, une proportion plus importante de produits pétroliers mis en vente sur le marché mondial».

La «franchise» de ton qui caractérise l'entretien indique clairement que Carter n'a pas voulu se rendre aux arguments du visiteur. Pour se justifier, un porte-parole de la Maison Blanche devait déclarer peu après la visite du chef de la diplomatie française : «Les Etats-Unis

sont quelque peu déçus que les Français n'aient pas cru bon de soutenir de façon plus nette le processus de paix au Moyen-Orient. Nous considérons qu'une telle attitude de la part d'un pays ami risque de renforcer le camp des extrémistes et de forcer les modérés à abandonner leur position médiane».

Selon certains le Moyen-Orient n'aurait pas grand rapport avec la décision US d'éconduire François-Poncet. Il faudrait plutôt en chercher la raison du côté des prochaines présidentielles américaines. Carter aurait-il une chance d'être réélu s'il ne s'était pas montré capable de garantir au cours de l'hiver prochain l'approvisionnement en pétrole de certains Etats, particulièrement ceux dans lesquels ses concurrents pour les prochaines primaires en mars 1980 sont les mieux placés ?

Mardi, c'est Giraud le ministre de l'Industrie qui tentait à son tour de convaincre les Américains, par Schlesinger, le ministre de l'Energie interposé, de revenir sur leur décision. Au même moment Mme Thatcher, nouveau chef du gouvernement britannique, s'entretiendra de ces problèmes avec Giscard à Paris...

La semaine prochaine les Américains devront convaincre le chancelier Schmidt... en visite aux USA.

Afrique du Sud

IMPLIQUÉ DANS UN SCANDALE FINANCIER, VORSTER DEMISSIONNE

Vorster, le président de la république raciste d'Afrique du Sud, a démissionné lundi à l'issue d'une réunion spéciale du gouvernement chargée d'étudier le rapport d'une commission enquêtant sur un scandale (qui dure depuis plus de deux ans), de détournements de fonds.

Ce «muldergate», du nom de l'ancien ministre de l'Information Connie Mulder, dauphin politique de Vorster, concernait l'utilisation de fonds publics, stockés en Grande Bretagne et en Suisse. Plusieurs millions de francs, provenant notamment du budget de la Défense, ont ainsi servi, depuis 1970, à financer des campagnes de propagande en faveur de l'apartheid. Il s'agissait de tenter d'améliorer à l'étranger l'image de marque de ce régime raciste par le biais de la corruption de journaux ou d'hommes politiques.

Dans plus d'une douzaine de pays, dont la France, les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne de l'Ouest, ont été montées des opérations financières et de propagande à coup de pots-de-vin.

Ainsi en France, le Guilde Gault et Millau avait

déjà été touché par cette manne très spéciale et l'Express figurait sur les listes. Par ailleurs des bruits persistaient selon lesquels Henri Giscard d'Estaing, fils du président de la république, avait été à plusieurs reprises contacté par des représentants sud-africains de ce commerce. Ces bruits n'ont jamais été à ce jour démentis par le père ou ses services.

Vorster, premier ministre depuis 1966, avait nié ces derniers mois à plusieurs reprises être au courant de ce trafic de fonds. Trois enquêtes avaient même réussi à lui donner raison. Cependant il était conduit à démissionner du poste de premier ministre en septembre, officiellement pour raison de santé, mais en fait sur la base de certaines pressions.

Il reste que ce dont il est accusé et reconnu coupable par cette commission du régime raciste sud-africain concerne uniquement la façon frauduleuse avec laquelle il a cherché à embellir ses crimes.

Ce partisan de l'Allemagne nazie, ministre de la police en 1961, avait mis au point tout un système répressif et raciste : arrestations, meurtres, tortures,

répression sanglante des manifestations de Noirs qui

courageusement luttent contre ce régime raciste.



Voici le genre de photo que les flics du régime de l'Afrique du Sud se prennent. La démission de Vorster à la suite d'un scandale financier ne peut faire oublier les crimes du régime de l'apartheid.

● Salvador : libération de l'ambassadeur

L'ambassadeur de France au Salvador a été libéré vendredi par les membres du Bloc populaire révolutionnaire qui le retenaient depuis quatre semaines. Les occupants de l'ambassade ont quitté le Salvador à bord d'un avion militaire français, qui les a amenés au Panama. Ils pourraient gagner le Mexique, qui leur a offert l'asile politique.

● Pampelune en grève après la mort d'une jeune manifestante

Dimanche, la police tuait une jeune fille d'une balle dans la tête au cours d'une manifestation antinucléaire à Tudela (Navarre).

Lundi, presque toutes les usines de la ceinture industrielle de la ville de Pampelune avaient arrêté le travail, en signe de protestation et de deuil. Les magasins étaient fermés, les transports en commun interrompus.

● Frontières hermétiques

Des centaines de manifestants étrangers ont été empêchés de franchir la frontière lundi pour venir manifester en Moselle contre la centrale de Cattenom. En protestation ils ont organisé une manifestation devant l'ambassade de France au Luxembourg tandis qu'une autre était organisée dans les rues de Thionville par les Français.

Vivante illustration de la construction européenne à une semaine des élections du Parlement de Strasbourg au suffrage universel.

Conférence de Colombo préparatoire au sommet de la Havane

La conférence du bureau de coordination des ministres des Affaires Etrangères des pays non-alignés, qui se réunit à Colombo (Sri Lanka) du 6 au 9 juin, devra préparer l'ordre du jour du 6^e sommet de la Havane, en septembre prochain. Fait exceptionnel, la conférence ministérielle ne se tient pas dans la ville où aura lieu le sommet comme il est d'usage, cela tient à la demande faite l'année dernière à Belgrade par plusieurs pays dont la Somalie, afin que le sommet des non-alignés ne se tienne pas à la Havane en 1979, en raison du rôle néfaste joué par Cuba en Afrique. Il est cependant peu probable que le choix de la Havane soit aujourd'hui remis en cause. Des pays hostiles à ce choix s'y feront sans doute représenter par une délégation d'un rang inférieur à celui de l'Etat, pour manifester leur désapprobation, mais ils comptent s'y rendre malgré tout pour ne pas laisser le champ libre à Cuba et au Vietnam qui, en défendant la thèse de l'URSS «*alliée naturelle des non-alignés*», tentent de saper l'unité du mouvement. Ces pays avaient obtenu l'an dernier à Belgrade le droit pour tout membre d'assister aux réunions du bureau de coordination du

groupe. C'est ainsi qu'au début du mois de mai, par 15 voix contre 5, le Kampuchea Démocratique a été invité à la conférence ministérielle de Colombo (qui devra décider de sa participation au sommet de la Havane), tandis que le Vietnam essayait une défaite en tentant d'imposer son Funks fantôme.

Par ailleurs réuni à Maputo (Angola), le 26 janvier dernier, le bureau de coordination des non-alignés avait décidé de renforcer son soutien aux mouvements de libération d'Afrique australe (Front Patriotique du Zimbabwe et Swapo) et aux pays de la ligne de front. La situation au Proche-Orient tiendra certainement aussi une grande place dans le prochain sommet : elle a été au centre des entretiens entre la Yougoslavie et l'Algérie, qui dans le communiqué commun publié à l'issue de la visite du maréchal Tito à Alger, insistent sur le fait qu'«*aucun accord séparé ne peut mener à un règlement juste, global et durable du problème*» et affirment qu'«*il ne peut y avoir de règlement du problème palestinien sans la participation de l'OLP*».

vété, a été alors le seul pays avec la Tchécoslovaquie à voter contre cette résolution, montrant ainsi le vrai visage du soi-disant «*allié naturel*» des pays non-alignés ; la Yougoslavie a déclaré que le conflit au Kampuchea constituait «*une menace pour la paix et la sécurité en Asie du Sud-Est et dans le monde*» et de nombreux pays non-alignés, tels que la République populaire et démocratique de Corée, la Yougoslavie, la Zambie, le Koweït, la Malaisie, ont exprimé leur inquiétude devant la violation des principes de la Charte des Nations Unies et du non-alignement, que constitue l'invasion vietnamienne au Kampuchea.

Autour de la question de la reconnaissance ou non de la représentation du Kampuchea démocratique, va se cristalliser pour une part importante dans les semaines qui viennent, la contradiction entre les efforts pour maintenir le mouvement des non-alignés, uni et indépendant, et les tentatives de la superpuissance soviétique de le confisquer au profit de ses ambitions mondiales. Alors que de nombreux pays non-alignés continuent de reconnaître l'Etat du Kampuchea démocratique et le gouvernement légal de Pol Pot, Cuba, pays accueillant le sommet et le Vietnam ne manqueront pas de s'y opposer à tout prix. Si l'invitation qui a été faite au Kampuchea démocratique de participer (du moins, à titre d'observateur) à la conférence ministérielle de Colombo, est un bon point, la lutte sera encore rude pour imposer que la représentation du Kampuchea démocratique à La Havane, en septembre, par son gouvernement légitime soit effective. Il peut en résulter une tension très aiguë au sein du mouvement. Celui-ci aura fort à faire pour déjouer une nouvelle fois les tentatives de l'URSS qui, jouant sur sa fameuse classification : pays «*progressistes*» et pays «*réactionnaires*», essaiera de lui imposer sa tutelle, au risque de le scinder. L'expérience positive du dernier sommet, à Belgrade, devrait servir à faire face à ces nouvelles attaques, dont le caractère de gravité croît avec la rivalité des superpuissances, avec l'agressivité de l'URSS pour qui la notion même de «*non-alignement*» est contraire à ses visées.

Des obstacles nouveaux à surmonter par le mouvement des non-alignés

Par Frank ROUSSEL

A la persistance de foyers de tension à travers le monde, notamment au Moyen Orient et en Afrique Australe, auxquels sont confrontés les non-alignés, se sont ajoutés des conflits opposant parfois entre eux deux pays membres du mouvement des non-alignés (Ethiopie/Somalie, Vietnam/Kampuchea), conflits exploités par les deux superpuissances et en particulier aujourd'hui par l'URSS. Ce phénomène figure actuellement au premier rang des préoccupations des non-alignés, car il constitue une menace pour l'unité du mouvement.

SUR L'AFRIQUE AUSTRALE

Lors du précédent sommet, à Belgrade en août 1978, les pays non-alignés furent unanimes à dénoncer le régime de l'apartheid et les pays occidentaux qui le soutiennent, violant ainsi les résolutions de l'ONU. Inquiets de l'accélération de la bantouanisation*, ils avaient réclamé le renforcement des sanctions contre l'Afrique du Sud. La conférence de Belgrade avait également réaffirmé son soutien à la SWAPO pour la lutte de libération nationale qu'elle mène en Namibie, et s'était prononcée contre les tentatives de l'Afrique du Sud d'annexer le port namibien en eau profonde de Walvis Bay. En ce qui concerne le Zimbabwe, la dernière conférence au sommet des pays non-alignés, conformément à la décision de l'OUA, avait rejeté et condamné sans réserve le prétendu «*règlement interne*» dont les fantoches noirs, Muzorewa et Sithole, se sont faits les complices. Ceci augure de l'hostilité que les non-alignés ne manqueront sans doute pas d'affirmer, unanimes ou presque, à la grossière manœuvre que constitue la participation de Muzorewa au gouvernement, à l'issue des élections qui viennent de se dérouler au Zimbab-



we, et qui vise au maintien de la minorité blanche au pouvoir. Le soutien à ceux qui, sous la conduite du Front patriotique — considéré jusqu'ici par les non-alignés comme «*seul mouvement de libération légitime du Zimbabwe*» — mènent le combat pour une indépendance véritable, sera confirmé avec netteté.

SUR LE MOYEN ORIENT

La situation au Moyen Orient constitue un autre sujet de préoccupation pour les non-alignés. Celle-ci s'est nettement aggravée depuis le 5^e sommet : Israël a signé une paix séparée avec l'Egypte, sous l'hospice des Etats-Unis et poursuit ses visées expansionnistes au Sud-Liban. L'attitude de l'Egypte à l'égard d'Israël a soulevé une protestation unanime de tous les pays arabes qui, appliquant les décisions de sanction à l'égard de Sadate, prises à Bagdad, ont décidé l'exclusion de l'Egypte de la Ligue arabe, le transfert du siège de l'organisation à Tunis et la suspension du Caire de l'ensemble des organisations qui regroupent les pays arabes (Conférence islamique, etc.). Certains pays arabes tels l'Algérie et l'Irak ont déjà fait savoir qu'ils demanderont la suspension de l'Egypte du mouvement des non-alignés lui-même.

La Yougoslavie, tout en condamnant l'initiative de Sadate : «*Aucune voie séparée ne pouvait conduire à une solution*», estime quant à elle qu'une exclusion pure et simple de l'Egypte pourrait avoir l'effet contraire à celui recherché, qu'elle pousserait un peu plus ce pays dans les bras de l'impérialisme américain. Par le passé, les non-alignés ont toujours adopté une position qui dénonçait les tentatives de paix séparée, rejetait tout règlement qui ne tiendrait pas compte du «*retrait d'Israël de tous les territoires qu'il occupe et la reconnaissance des droits nationaux et inaliénables du peuple palestinien*» et insistait sur la nécessité de «*maintenir le lien fondamental qui existe entre la question palestinienne et la situation au Moyen Orient*». La conférence ministérielle, de même que le prochain sommet de la Havane verront sans doute un renforcement du soutien du mouvement des non-alignés à l'OLP et aux pays arabes, à leur lutte pour la libération des territoires palestiniens et arabes occupés.

Outre la persistance ou l'aggravation des crises et des conflits dont nous avons cités ici quelques exemples, sont apparus, comme l'a déclaré le président yougoslave Tito au précédent sommet des non-alignés, «*de*

nouvelles formes de dépendance des blocs, d'influence étrangère et de domination». Le rôle joué par Cuba au service de l'URSS, en Angola, puis en Ogaden et en Erythée, ainsi que dans d'autres régions du monde, a constitué un exemple des nouvelles formes d'ingérence, et a été dénoncé par de nombreux pays au précédent sommet. Depuis, la situation s'est encore aggravée puisque l'URSS, désignée par Cuba comme «*alliée naturelle des non-alignés*» a resserré ses liens de domination avec plusieurs pays membres des non-alignés : le 3 novembre 1978, le Vietnam signait un traité «*d'amitié et de coopération*» avec l'URSS, comportant une clause qui en fait une véritable alliance militaire. Le 21 novembre, c'était au tour de l'Ethiopie de signer un accord similaire avec l'URSS, puis le 5 décembre, l'Afghanistan faisait de même.

LA QUESTION DU KAMPUCHEA : UN POINT DE FIXATION DES CONTRADICTIONS

Récemment, l'agence yougoslave Tanjug adressait une mise en garde contre «*certaines tentatives à l'intérieur et en dehors du mouvement pour que les non-alignés se détournent de leur orientation fondamentale, indépendance et hors blocs*». L'événement le plus grave de ce point de vue au cours des derniers mois a été l'agression du Kampuchea non-aligné par le Vietnam se réclamant toujours du non-alignement, et soutenu dans ses entreprises agressives par l'URSS. Hanoi a mis ses projets à exécution, alors que 6 mois plus tôt à Belgrade, ses ingérences étaient déjà dénoncées par le Kampuchea démocratique qui demandait son exclusion du mouvement pour avoir violé l'intégrité territoriale du Cambodge ainsi que les principes du non-alignement. Lors de la première session du conseil de sécurité, consacré au Cambodge en janvier dernier, les non-alignés ont présenté un projet de résolution réclamant un cessez-le-feu et le retrait des forces étrangères du sol kampuchéen. L'URSS, qui a fait usage de son

Qui sont les non-alignés ?

La conférence ministérielle des pays non-alignés qui s'est tenue à Belgrade du 25 au 30 juillet 1978, avait réuni 84 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine et l'OLP. Le mouvement compte trois pays européens parmi ses membres : la Yougoslavie, Chypre et Malte. Plusieurs mouvements de libération nationale et organisations internationales y sont représentés à titre d'observateurs : ZANU et ZAPU, SWAPO, ANC, Ligue Arabe, Conférence Islamique, OUA, ONU, etc... Figuraient à Belgrade parmi les invités : le Pakistan, la Roumanie, la Suède, l'Autriche, la Suisse et le Portugal.

La première conférence des non-alignés qui s'est tenue avec cette appellation, en 1961, était l'héritière de la conférence de Bandung, en 1955.

* Politique de déportation de la population africaine dans des zones déshéritées d'où ils ne peuvent sortir qu'avec autorisation des autorités racistes.

Pour faire de la Méditerranée et de l'Océan Indien des zones de paix

La transformation de la Méditerranée et de l'Océan Indien en zones de paix et de coopération fait partie des objectifs que se sont fixés les pays non-alignés, et figurera à ce titre à l'ordre du jour du sommet de La Havane. La création d'une zone de paix en Méditerranée passe par «*une juste solution du problème palestinien, de la crise du Moyen-Orient et de la question de Chypre*», précisait la résolution 144 adoptée par le sommet de Belgrade. Initiative allant dans ce sens : Malte a décidé du démantèlement des bases militaires étrangères sur son territoire (c'est ainsi que le 31 mars dernier les troupes britanniques ont quitté l'île).

Le 5^e sommet s'était également penché sur la situation dans l'Océan Indien, enjeu d'une rivalité acharnée entre les différents impérialismes et en particulier les deux superpuissances. Si la France reste la principale puissance maritime de l'Océan Indien avec ses points d'appui à Djibouti, la Réunion, Mayotte et des îlots annexés à Madagas-

car, l'impérialisme américain possède la base la plus importante à Diego Garcia, et la «*présence occidentale*» est renforcée par la flotte des racistes d'Afrique du Sud. Quant à l'URSS, elle dispose de facilités portuaires à Aden au Yémen du Sud et elle cherche à en acquérir d'autres, notamment dans la Corne de l'Afrique, où elle appuie massivement la dictature de Mengistu contre le peuple d'Erythée. En 1977, l'URSS est allée jusqu'à tenter d'acheter une des îles Maldives, celle de Gan, afin d'y établir une base militaire. C'est contre cette militarisation forcée entreprise par les grandes puissances, que les pays non-alignés ont pris clairement position, en 1978, à Belgrade : «*La conférence exige que soit mis fin à toutes les bases militaires étrangères, installations militaires et autres services de soutien logistique, à la mise en place d'armes nucléaires et d'armes de destruction massive et à toute manifestation de la présence militaire des grandes puissances dans l'Océan Indien, conçue dans le contexte de la rivalité entre grandes puissances*».

Tunisie

LIBERTÉ POUR ZINE ET SES 10 CAMARADES

Le 6 juin à Tunis s'ouvre le procès de 11 opposants au régime de Bourguiba. Après les procès des syndicalistes de l'UGTT, c'est une nouvelle vague répressive où les droits élémentaires de la défense sont à nouveau bafoués. Les 11 inculpés sont accusés «de troubles à l'ordre public», «diffamation du chef de l'Etat», «défamation de littérature interdite» et «appartenance à une organisation illégale» (il s'agit du PRPT). L'un d'eux, Zine el Ouertani, est inculpé en outre au titre du fameux article 72 (incitation à la haine et à la guerre entre les citoyens tunisiens), au nom duquel la peine de mort avait été requise contre le comité exécutif de l'UGTT et Habib Hachour en 1978. A Saint-Etienne et dans la région lyonnaise où Zine a longtemps milité, les protestations affluent pour exiger la libération des emprisonnés de Tunis.

Pour ce nouveau procès de Tunis, la justice de Bourguiba ne s'est pas pressée : arrêtés en 1977, les inculpés ont croupi en prison, soumis à d'inhumaines brimades, coupés de leur famille, et pour certains, torturés ! Cette situation qui avait dès 1977 amené des protestations dans la région stéphanoise, vient d'être à nouveau dénoncée avec vigueur par le Collectif de soutien aux inculpés de Tunis, formé par des amis de Zine et plusieurs organisations dont le PSU, le PCML et le PCR ml. Une campagne pour faire connaître la vérité sur ce procès d'opinion et les scandaleuses conditions de détention est en cours. Le collectif a notamment appelé à ce que le 6 juin, des télégrammes de soutien à Zine et à ses camarades, réclamant leur liberté, soient massivement envoyés à :

Monsieur le président du tribunal correctionnel
Affaire Zine el Ouertani
Palais de justice, bld Benat
Tunis

Amnesty International, l'Association des Chrétiens pour l'Abolition de la torture, Culture et Liberté, de nombreuses associations syndicales, familiales et politiques ont entrepris des démarches pour mettre en accusation le non-respect de la «constitution de la Tunisie de l'indépendance» dans cette affaire, dénoncer la violation des droits de la défense et le fait que la vie des inculpés ait été mise en danger pendant leur détention. Une solidarité militante s'exprime sur Saint-Etienne et sur Saint-Chamond où trois des inculpés, Zine, Tahar el Khalki et Lakhdar el Boughalmi, ont travaillé. Beau-

coup se souviennent ici de la lutte qu'ils ont menée en 1973 contre la circulaire Fontanet, de la grève de la faim des militants tunisiens à l'église de Saint-Ennemond pour l'abrogation de ces mesures racistes et scélérates. Aussi, le soutien va-t-il s'amplifier pour la libération des inculpés de ce «procès d'opinion». Le congrès de l'UD-CGT de la Loire, réuni ces jours à Saint-Chamond, leur a d'ailleurs lui aussi exprimé sa solidarité.

Exigeons dans l'unité la liberté pour Zine et ses camarades.

Corr. Saint-Etienne



Les procès de syndicalistes se sont multipliés à la suite de la grève générale du 26 janvier 1978

Iran

«Si le clergé devait occuper des postes importants, cela aggraverait les problèmes» déclare l'ayatollah Taleghani

Coupant court aux rumeurs concernant son éventuelle candidature à la présidence et se prononçant pour un pouvoir laïc, les déclarations de l'ayatollah Taleghani dans une interview télévisée font écho à la lettre ouverte du Front Démocratique National qui réclame que les religieux cèdent le pouvoir aux laïcs. D'autre part, la situation au Khuzistan s'est momentanément stabilisée. Le procureur général des tribunaux révolutionnaires islamiques a installé à Ahwaz, chef-lieu de la province, un autre procureur pour le seconder

Le gouvernement général du Khuzistan a fait appel à l'armée pour garantir la sécurité et la protection de la raffinerie d'Abadan, il a par ailleurs déclaré que des livraisons illégales d'armes auraient été effectuées à travers la frontière irakienne. Vendredi soir, l'ayatollah Taleghani, religieux progressiste, a clairement pris position pour un pouvoir laïc en déclarant que «le véritable clergé n'accepte pas de postes ni de responsabilités au gouvernement» et que «le meilleur bastion du clergé, c'est la mosquée». Ce problème du pouvoir religieux a également été abordé par l'avocat Matine Daftari, pré-

sident du Front Démocratique National, qui reproche, notamment à Khomeiny de n'avoir pas respecté ses engagements selon lesquels il avait déclaré ne pas souhaiter gouverner.

Les griefs du FDN concernent également le pouvoir jugé excessif dont dispose le dirigeant religieux : «L'unité ne signifie pas que tous doivent boire vos paroles sans broncher» ajoute le communiqué qui critique les pouvoirs «discrétionnaires» dont disposent les religieux dans les écoles et les universités, et à la radio-télévision. La réponse de Khomeiny ne s'est pas fait attendre. C'est par l'intermédiaire d'un de ses principaux adjoints, l'ayatollah Rouhani, qu'il a fait savoir que le «clergé chiite devait rester au pouvoir afin d'assurer l'application des lois islamiques». L'ayatollah Rouhani a ajouté qu'à son avis le meilleur candidat au poste de président de la république était l'ayatollah Khomeiny.

● Espagne : l'extrême-droite responsable de l'attentat de Madrid

L'auteur de l'attentat qui, le 26 mai, a fait 8 morts et 40 blessés dans une cafétéria généralement fréquentée par les milieux d'extrême-droite madrilénaise, serait lui-même un militant d'une organisation d'extrême-droite) celui-ci aurait été identifié par la police comme étant membre du groupe fasciste Front de la Jeunesse (lui-même issu de Fuerza Nueva), indique le quotidien espagnol *Diario 16*. Plusieurs indices viennent confirmer cette révélation : alors qu'habituellement un grand nombre de militants d'extrême-droite stationnent à l'intérieur et à l'extérieur de la cafétéria, ce jour-là, la clientèle fasciste était absente. D'autre part, le même jour et à la même heure que l'attentat, des graffiti dans le métro appelaient les militants d'extrême-droite à une manifestation.

● L'Algérie et la Syrie se prononcent pour l'autodétermination de l'Erythrée

A l'issue de la visite officielle en Algérie du parti Baas syrien, les deux pays ont publié un communiqué commun où figure notamment une déclaration de soutien «à la lutte du peuple érythréen pour la réalisation de son droit à l'autodétermination». C'est la première fois que l'Algérie affirme publiquement son soutien au peuple érythréen.

Nicaragua

Le Front sandiniste appelle à l'insurrection et à la grève générale.

Lundi soir, la grève générale appelée par «le front sandiniste de libération nationale» contre le régime de Somoza, gagnait de l'ampleur. Les commerces étaient fermés, de même que les banques et les écoles. Les transports en commun avaient cessé. En province, malgré les communiqués du pouvoir indiquant que tout le territoire était sous son contrôle, des combats étaient signalés à León, Chinandega, et San Antonio, à une centaine de kilomètres de Managua.

L'insurrection déclenchée depuis une semaine par le Front Sandiniste se heurte à une violente répression de l'armée dont les effectifs ont été portés à 16 000 hommes avec la mobilisation de tous les réservistes. L'armée aurait repris la ville de Rivas mais elle se heurte toujours à une forte résistance des guérilleros à proximité de la frontière du Costa Rica, tandis que les sandinistes ont lancé une nouvelle offensive dans la ville de Chinandega, à 120 km au Nord de Managua. Selon certaines informations, Somoza aurait recruté 2 500 mercenaires qui viennent s'ajouter à la garde nationale. Parmi eux, se trouveraient des vétérans du Vietnam ainsi que des Sud-Coréens. Dans un communiqué la radio des insurgés *Radio Sandino* affirme avoir libéré El Naranjo et avoir abattu 2 avions des forces armées nicaraguayennes. Ils indiquent que les combats se pour-

suivent dans de nombreuses villes de province.

D'autre part, Somoza accuse le Costa Rica d'aider le Front Sandiniste et va jusqu'à menacer d'envahir son voisin. Le Costa Rica qui ne dispose pas d'une armée mais seulement d'une garde civile composée d'environ 6 000 hommes, a indiqué qu'en cas d'agression de la part du Nicaragua, il ferait appel au Venezuela ainsi qu'à Panama. Il demandera en outre l'application immédiate du traité interaméricain d'assistance qui fait obligation à tous les pays membres de l'OEA (Organisation des Etats Américains) de venir en aide si l'un d'entre eux est agressé.

Les résultats de la grève générale appelée pour lundi par le Front Sandiniste seront un test pour l'avenir de la dictature de Somoza et pourraient confirmer les propos des sandinistes selon lesquels «les jours de Somoza sont comptés».

GHANA : COUP D'ETAT MILITAIRE

Des insurgés dirigés par le lieutenant d'aviation Jerry Rawling ont pris le pouvoir à Accra lundi. C'est ce qu'a annoncé la radio nationale ghanéenne.

● Rhodésie (Zimbabwe) : la «main tendue» de Muzorewa

L'évêque Muzorewa, ancien dirigeant du mouvement de libération qui a accepté de collaborer avec les racistes, est arrivé au pouvoir la semaine dernière à la suite des élections truquées d'avril. Muzorewa premier ministre a également la responsabilité des opérations contre la guérilla. En même temps, Muzorewa a eu l'impudence de dire qu'il «tendait la main» aux guerilleros du Front Patriotique du Zimbabwe. Il a décrété une amnistie et a appelé les combattants à se rallier. Déjà l'année dernière, les guerilleros avaient accueilli les émissaires des collaborateurs en les emprisonnant ou en les tuant. Aujourd'hui, Muzorewa ne se déplace qu'en voiture blindée avec un gilet pare-balles. Alors que l'évêque comptait organiser une vaste cérémonie dans la capitale, faisant venir de tout le pays ses partisans, il y a renoncé à la dernière minute pour raisons de sécurité.

Solmer (Fos-sur-Mer)

La lutte n'est pas terminée !

«Reprise à la Solmer» pouvait-on lire ces derniers jours dans la presse de droite et de gauche. Selon notre correspondant, les choses sont loin d'être aussi claires. Certes, la direction a annoncé officiellement le 31 mai que le chômage technique était levé, certes la direction a commencé à convoquer, par petites vagues du personnel pour faire repartir le haut fourneau n° 2. Ce que la presse ne dit pas c'est que cette démarche de la direction est dénoncée par les syndicats puisqu'il s'agit d'une levée progressive du lock-out. Et surtout ce qui n'est pas dit c'est qu'une bonne partie des gars ont accepté de répondre à l'appel du patron pour des raisons tactiques, «pour gagner du temps et lui faire perdre davantage d'argent» nous dit un délégué CFDT.

Ce n'était de toute manière que mardi, au moment où la «bonne fonte» produite depuis



lundi après-midi commencerait à parvenir à l'aciérie, qu'il serait possible de se faire une opinion sur la manière dont les choses allaient évoluer dans les jours qui viennent.

Mardi matin aux premières heures notre correspondant n'excluait pas que

les aciéristes repartent en grève dans la journée comme ils l'ont déjà fait deux fois ces dernières semaines. Beaucoup de sidérurgistes de la Solmer défendaient en effet le point de vue, les jours précédents, qu'*«il n'est pas possible de reprendre*

sans rien». La combativité était loin d'être tombée. Une assemblée générale de la CFDT mardi à 14 h devait par ailleurs permettre d'y voir plus clair sur la manière dont les adhérents de ce syndicat voient la situation.

F.M.

● Arsenaux : Bourges ne nous détournera pas de nos revendications»

Visiblement les ouvriers des arsenaux de l'Ouest, réunis jeudi dernier à Dinard, ville dont Bourges, le ministre des Armées est maire, ne se laissent pas démonter par les menaces de ce dernier. A la suite du lancement manqué du sous-marin nucléaire d'attaque «Provence» il y a une douzaine de jours et des affrontements qui se sont produits à Dinard jeudi dernier, il avait en effet annoncé que des poursuites seraient engagées. «*Bourges fait ça pour nous détourner de nos revendications mais nous sommes vigilants ; de toute manière cela a été annoncé par la presse mais nous n'en avons pas eu confirmation*».

Ce qui est important, comme le dit ce délégué, c'est que la plupart des chantiers envisagent des actions pour cette semaine. C'est en définitive là que se décident les choses. La lutte continue pour le rétablissement des décrets de 1951 et de 1967 dont Barre voudrait poursuivre la suspension.

F.M.

● Après Nîmes affrontements entre jeunes et policiers à Ajaccio

Des affrontements violents ont opposé dimanche à Ajaccio une centaine de jeunes à des CRS. La tension était, semble-t-il, vive depuis quelques jours à la suite d'agressions policières contre des jeunes.

Il semble que des coups de feu ont été tirés contre les flics et que de nombreux cocktails Molotov, fabriqués à la hâte, leur aient été lancés. Déjà à la fin de la semaine passée une bataille avait opposé des jeunes à la police de Nîmes. La police de Bonnet est de plus en plus populaire...

Rassemblement de jeunes à Longwy

UN DEBAT FRUCTUEUX, DES PERSPECTIVES CONCRETES

Dimanche 3 juin, de 15 heures à 21 heures, s'est tenu un rassemblement convoqué par le comité de jeunes en lutte de Longwy, à la MJC d'Herseange.

Le comité de jeunes en lutte de Longwy ouvrait le rassemblement en expliquant dans quel esprit les jeunes lycéens, collégiens, chômeurs ou apprentis qui le composent avaient préparé cette initiative. Pour eux, il s'agissait de donner l'occasion à des jeunes d'autres villes de mieux connaître la lutte à Longwy en discutant directement avec des sidérurgistes. A cet effet, des représentants de la CGT et de la CFDT avaient été invités. Par ailleurs, le comité qui s'est créé récemment comptait sur la présence de représentants de comités de lutte lycéens, de comités de chômeurs de nombreuses villes pour apprendre auprès d'eux et bénéficier de leur expérience pour apporter leur contribution à la lutte de tout le bassin.

Aussitôt les représentants de la commission jeunes CGT, dont un responsable syndical d'Usinor Senelle, suivis des représentants CFDT donnaient leur point de vue sur la lutte à Longwy et l'état de la mobilisation. Puis le débat s'engageait, toujours animé pendant plus de deux heures. Les lycéens d'Auxerre ou de Thionville, les jeunes travailleurs de Paris ont interrogé les syndicats présents sur leur position vis-à-vis de la violence ouvrière.

L'intervention d'un ouvrier de Villerupt rappelle qu'il y a une dizaine d'années les ouvriers avaient été confrontés à la même situation mais que la lutte n'avait pas fait échec aux licenciements ; le débat porte ensuite sur les perspectives de la lutte.

CGT et CFDT s'accordent alors pour constater les obstacles à la lutte que

représentent les cinq millions pour les jeunes ou les pré-retraités et la nécessité de fixer de nouvelles perspectives après six mois de lutte.

LA PLACE DES JEUNES DANS LA LUTTE DES SIDÉRURGISTES

Un membre du comité de chômeurs de Lyon ainsi qu'un jeune chômeur de Strasbourg, partant de leurs expériences, s'inquiéteront ensuite de la place des jeunes chômeurs dans la lutte à Longwy. Enfin les jeunes de Longwy obtiennent l'accord des syndicats pour réclamer une place à l'intersyndicale. En tout cas l'engagement est pris de réunir toutes les associations qui travaillent dans la jeunesse. Réfléchir sur la manière d'associer les jeunes aux actions des sidérurgistes, unir les jeunes contre le chômage, mais

les regrouper également qu'ils soient collégiens, lycéens ou apprentis : ce seront les objectifs de ce collectif qui comprendra le comité de jeunes en lutte de Longwy, la commission jeunes CGT, les jeunes CFDT et d'autres peut-être.

CHANSONS A PLEINS POUMONS

Succédant à ce débat, jugé fructueux par les représentants syndicaux, les jeunes de la chorale de Fameck vont interpréter des chansons de Gilles Servat, de Tri Yann, des chansons des résidents Sonacotra ou de travailleurs en lutte. Des chansons que beaucoup connaissent déjà, mais si bien jouées et chantées qu'au bout d'une heure toute la salle chante et reprend les mots d'ordre à pleins poumons !

DES PROPOSITIONS DE L'UCJR

Ensuite le comité avait prévu de donner la parole aux organisations de jeunes qu'il avait invitées. Seule l'UCJR, qui soutenait le rassemblement, répond à cet appel. Dans son intervention le camarade montre l'intérêt qu'a suscité la lutte à Longwy chez les jeunes puis dénonce ceux qui prétendent banaliser le chômage de près d'1 million de jeunes ou ceux qui nous préparent

une école de chômage, un enseignement au rabais, qui tiendra plus de l'apprentissage que de l'éducation. Il retrace les luttes de la jeunesse, dresse un bilan du mouvement lycéen de cette année. L'UCJR fait part de ses propositions, notamment de celle de réaliser l'unité la plus large possible — sans exclusive d'aucune sorte — pour lutter contre le chômage et d'engager ces luttes dès les vacances avec des caravanes de jeunes contre le chômage.

DES PERSPECTIVES POUR LA RENTRÉE

C'est par le débat sur l'école que se termine le rassemblement. Les lycéens et collégiens de Longwy peuvent interroger les lycéens venus de Langevin-Wallon du Val-de-Marne ou l'importante délégation des lycées de Thionville, notamment du CLAF de Fameck... Là la décision est prise de commencer à mettre sur pied une coordination Lorraine, afin qu'elle joue son rôle dès la rentrée.

«*Je pense que c'était positif*», nous déclare Catherine, membre du comité jeune en lutte de Longwy au lendemain du rassemblement, «*parce qu'on a réussi à rassembler pas mal de jeunes. Les jeunes des autres villes nous ont apporté leur expérience, c'était très intéressant. Ils*

ont répondu à nos questions et on a décidé de choses très concrètes notamment la coordination Lorraine. Il y a eu le débat sur la sidérurgie. Là aussi il y a eu du concret puisque CGT et CFDT vont discuter pour voir comment travailler avec nous sur la

jeunesse. Pour nous, du comité, ça nous a permis de voir clair sur ce qu'on veut faire. Jusqu' alors on avait des objectifs généraux ; maintenant on a pris des décisions concrètes.

Correspondant

11^e semaine de grève pour les mineurs de Paris

Vendredi, la direction n'était pas au rendez-vous, contrairement à ce qu'elle avait promis, pour négocier avec les délégués des 400 ouvriers creusant le RER parisien. «*Elle avait sans doute peur de se faire coincer comme mercredi dernier*» nous dit un gréviste en racontant que ce jour-là lui et ses camarades avaient envahi le siège patronal. «*Il y avait des gars partout, dans les bureaux, dans les couloirs et jusque dans la rue*». «*Fallait voir le patron manger son sandwich*» ajoute-t-il en riant. Les flics sont bien venus mais ne sont pas intervenus. Probablement craignaient-ils que leur intervention n'attire l'attention sur une des grèves les plus longues mais aussi les plus méconnues de Paris ces derniers mois.

Un autre gréviste fait remarquer que les chefs de chantiers sont partis en vacances. «*S'ils s'imaginent que nous allons travailler cet été pour rattraper le retard, ils se trompent*».

La détermination des grévistes ne semble pas faillir. Cela fait la 11^e semaine qu'ils ne sont plus payés. Il ne faut pas hésiter à leur rendre visite au coin de la rue La Fayette et du Boulevard de Denain, à deux pas de la gare du Nord.

F.M.